



République de Guinée
Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT À FIN SEPTEMBRE 2017

Octobre 2017



«La République de Guinée s'est plus que jamais engagée à être un pays démocratique et ouvert sur la scène internationale. A la suite des élections présidentielles de 2010 et de 2015, le pays a défini de nouveaux caps, orientés vers d'importantes réformes structurelles.

A cet effet, la Guinée s'engage à adhérer au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, notamment sur les grands principes qui fondent cette alliance :

- *Transparence de l'action publique, notamment via l'ouverture des données publiques ;*
- *Participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques ;*
- *Intégrité de l'action publique et des agents publics et :*
- *Utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture de la redevabilité. »*

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances au cours des neuf (9) premiers mois de l'année 2017.

Après le vote le 11 septembre 2017 par l'Assemblée nationale de la Loi de finances rectificative 2017 et sa promulgation le 14 septembre 2017 par le Président de la République (loi n° L/2017/245/PRG/SGG portant promulgation de la loi L/2017/042/AN du 11 septembre 2017), les crédits ont été mis à la disposition des ministères et institutions.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin septembre 2017 présente une tendance favorable tant en recettes qu'en dépenses. En effet, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 9 602,96 Mds, soit 91,78% par rapport à la prévision de la période ; suite au bon comportement de certains impôts et taxes, à l'effort d'encadrement des régies de recettes et à la poursuite des mesures de sécurisation des recettes. Le niveau d'exécution des dépenses, base engagement, s'est situé à 8 693,38 Mds contre un objectif au 3^{ème} trimestre de 10 204,12 Mds ; soit un taux d'exécution de 85,19%. Cependant, les paiements au titre d'investissements financés sur les ressources intérieures ont atteint 7 911,79 Mds ; soit un taux d'exécution de 77,57% par rapport à l'objectif à fin septembre et de 91,06% par rapport aux dépenses engagées de la période. Le solde budgétaire hors dons qui résulte des opérations budgétaires s'est établi à 75,20 Mds ; soit 0,11% du PIB contre un objectif de -1 449,70 ; soit -3,05% du PIB. Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à 1,54% et 2,22 % contre des objectifs de 0,70% et de 1 ,67% du PIB.

Pour assurer une exécution satisfaisante du budget de l'Etat, le ministère du budget a mis en place des outils modernes de régulation budgétaire. A cet effet, depuis le 2^{ème} trimestre 2017, les plans d'engagement trimestriels sont élaborés et transmis aux ministères sectoriels par arrêté du ministre du budget. En ce qui concerne particulièrement le 3^{ème} trimestre 2017, la promulgation de la Loi de finances rectificative a mis en état le niveau des engagements disponibles consécutivement aux

nouvelles autorisations parlementaires qui ont ratifié les mouvements de crédits opérés depuis le début de l'année sous forme de décrets d'avance, de transferts et de virements de crédits. L'élaboration du plan d'engagement suit une méthodologie rigoureuse qui privilégie la cohérence, d'une part, avec le plan de trésorerie, et d'autre part avec les priorités des ministères et institutions, leurs plans de passation des marchés et la saisonnalité de leurs dépenses.

Il convient de relever qu'au cours de l'année 2017, le pilotage de l'exécution du budget est renforcé par l'établissement des rapports mensuels sur les délais dans la chaîne d'exécution budgétaire afin d'améliorer la fluidité dans l'exécution des dépenses publiques et par la production régulière des états de suivi budgétaire (rapport d'exécution trimestriel, plan d'engagement, ...). Un accent particulier est accordé à la transparence budgétaire par l'amélioration de la qualité de l'information budgétaire et financière, sa communication à l'Assemblée nationale et sa mise à disposition du public pour promouvoir la redevabilité et le contrôle citoyen de l'exécution du budget.

Table des matières

Résumé exécutif.....	3
Sigles et abréviations	6
Liste des tableaux.....	7
Liste des graphiques.....	7
Introduction	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	12
I.1-Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la LFI 2017	12
I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes	13
I.3-Analyse de l'exécution des recettes intérieures	14
I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes	15
I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie	17
I.4-Analyse de l'exécution des recettes extérieures	23
I.5-Situation des restes à recouvrer des recettes fiscales à fin septembre 2017	24
II-SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	25
II.1-Situation des mouvements de crédits	25
II.2- Analyse globale des dépenses	28
II.2.1- Analyse des dépenses par titre	29
II.2.2- Situation des instances de paiements	37
III-SOLDE BUDGETAIRE	37
IV-CONCLUSION.....	38
ANNEXES	39
Tableau n°11 : Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX	39
Tableau n°12 : Exécution globale de la dépense /phases et par Administration à fin septembre 2017 (en milliers de GNF)	1
Tableau n°13 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures à fin juin (base ordonnancement)	4
Tableau n°14 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin septembre 2017	8
Tableau n°15: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) à fin septembre 2017.....	11
Tableau n°16: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités locales).....	15
Tableau 18 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat (en Mds de GNF)	18

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
BND	Budget national de développement
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la Transition
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du Budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificatives
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du Budget
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie Générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d'appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme nationale de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l'énergie
RGGBCP	Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1	Exécution du PNDES au 30 septembre 2017
Tableau 2	Exécution globale des recettes
Tableau 3	Exécution des recettes fiscales
Tableau 4	Exécution des recettes non fiscales
Tableau 5	Exécution des recettes collectées par la DNI
Tableau 6	Exécution des recettes collectées par la DGD
Tableau 7	Dons et emprunts
Tableau 8	Situation des mouvements des crédits
Tableau 9	Situation des restes à recouvrer des recettes fiscales
Tableau 10	Situation des mouvements de crédits
Tableau 11	Exécution globale/Grandes natures et phases de la Dépense hors finex
Tableau 12	Exécution globale/Phases de la dépense publique et par administration
Tableau 13	Exécution globale des dépenses/Administration et grandes natures base ordonnancement
Tableau 14	Exécution globale des dépenses/Administration et grandes natures base paiement
Tableau 15	Etat d'exécution des subventions et transferts
Tableau 16	Etat d'exécution des subventions et transferts des Collectivités locales
Tableau 17	Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES
Tableau 18	Situation résumée des opérations financières de l'Etat
Tableau 19	Etat récapitulatif des instances physiques à la DNTCP au 30 septembre 2017
Tableau 20	Synthèse de l'exécution des investissements sur FINEX

Liste des graphiques

Graphique 1 : Mobilisation des ressources à fin septembre 2017

Graphique 2 : Part par régie des recettes mobilisées

Graphique 3 : Exécution des dépenses par titre sur base paiement

Graphique 4 : Exécution comparée par titre sur base engagement

Graphique 5 : Exécution comparée par titre sur base paiement

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux Lois de Finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget et l'application de la loi de finances destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et non fiscales ainsi que celui de consommation des crédits.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique et le bon emploi des fonds publics, et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Au cours de l'année 2017, les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) un endettement nul de l'Etat vis-à-vis de la Banque centrale, (ii) le maintien du déficit budgétaire y compris les dons à un niveau raisonnable en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB), (iii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iv) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (v) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (vi) le renforcement de la déconcentration budgétaire, (vii) la mise en œuvre du plan stratégique de réformes des finances publiques et (viii) la mobilisation des ressources pour l'exécution du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration de la loi de finances rectificatives 2017 est basé sur une projection de taux de croissance du PIB de 6,6%. Le Gouvernement projette un taux de pression fiscale de 15,43%, un taux d'inflation de 8,2%, un solde budgétaire dons exclus (base engagement) de -2,68%.

Comparativement à la loi de finances initiale, les grandes masses de la loi de finances rectificative 2017 se présentent comme suit :

Grandes masses	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative
Recettes intérieures	12 704,33 Mds	13 275,84 Mds
Dépenses courantes	10 475,61 Mds	11 104,79 Mds
Dépenses en capital	4 852,84 Mds	4 707,22 Mds

Solde de base dons exclus	- 2 438,52 Mds	- 2 322,61 Mds
Solde de base dons exclus en % du PIB	- 3,68%	- 2,66%

En améliorant l'objectif de solde de base dons exclus de -3.68% à -2,66% du PIB, les recettes intérieures ont connu une augmentation de 571,51 Mds et les dépenses courantes un accroissement de 639,18 Mds, pendant que les crédits au titre de dépenses d'investissements ont été réduits globalement de 145,62 Mds.

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget à fin septembre 2017 intervient dans un contexte marqué par :

- ❖ La poursuite de la mise en œuvre des politiques économiques visant à préserver la stabilité macroéconomique et du programme des réformes ;
- ❖ La poursuite des discussions en vue de la conclusion d'un accord au titre de la facilité élargie de crédit du Fonds Monétaire International (FMI) pour la période 2017-2020 ;
- ❖ Le vote de la loi Plan portant Plan National de Développement Economique et Sociale 2016-2020 (PNDES) ;
- ❖ La préparation de la réunion du Groupe Consultatif en vue du financement du Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020 (PNDES) ;
- ❖ La poursuite des travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti ;
- ❖ L'organisation de l'atelier de revue de la mise en œuvre de la stratégie de réforme des finances publiques ;
- ❖ L'organisation de la première revue annuelle des établissements publics à caractère administratif de l'Etat ;
- ❖ La poursuite de la mise en application effective et progressive de certaines dispositions de la LORF, du Décret portant Cadre de Gouvernance des Finances Publiques du 31 Octobre 2014 et du RGGBCP ;
- ❖ La mise en œuvre de nouvelles dispositions fiscales et douanières pour l'exercice 2017, notamment celles relatives au droit de timbres sur les véhicules importés ;
- ❖ L'application du protocole d'accord conclu entre le Gouvernement, le Syndicat et le Patronat ;
- ❖ La mise en œuvre des réformes relatives à la transparence budgétaire, la rationalisation des dépenses publiques et l'orientation des interventions publiques vers des secteurs à impacts sociaux élevés et économiquement porteurs ;

- ❖ La préparation du Forum international sur les finances publiques avec pour thème « Efficacité des politiques publiques et transparence dans la gestion des finances publiques ».

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

Le PNDES 2016-2020 constitue la deuxième génération de plan de développement sous la troisième République, après le plan quinquennal 2011-2015.

Faisant suite aux trois précédents Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le PNDES a pour objectif global de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des guinéens et d'opérer la transformation structurelle de l'Economie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable.

Les résultats finaux attendus de cet objectif global sont de deux ordres :

- à l'horizon 2020, le bien-être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est améliorée ;
- la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée.

Le PNDES repose ses stratégies sur quatre (4) piliers adossés à la Loi de Finances 2017 conformément à la ventilation ci-après :

- ❖ Pilier1 : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable ;
- ❖ Pilier2 : Transformation économique durable et inclusive ;
- ❖ Pilier3 : Développement inclusif du capital humain ;
- ❖ Pilier4 : Gestion durable du capital naturel.

La synthèse de l'exécution du budget 2017 par pilier du PNDES pour le 3^{ème} trimestre est présentée dans le tableau 16 joint en annexe.

A fin septembre 2017, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES sur la base des engagements se situe en moyenne à 58,79%, avec une forte variation entre 64,40% et 54,85%. Cependant, les crédits destinés aux dépenses des ministères et institutions du pilier 2 relatif à la transformation économique durable et inclusive ont enregistré un taux d'engagement qui s'est établi à 64,40% des dotations de la loi de finances. Le rythme d'engagement des dépenses des ministères des autres piliers s'est situé à un niveau inférieur, ne dépassant pas 63,42% des dotations de la loi de finances, avec un niveau plancher de 54,85% pour les ministères du pilier 1 consacré à la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.

Le niveau élevé des engagements des ministères du pilier 2 est dû essentiellement au dynamisme des ministères des travaux publics, de l'énergie et de l'hydraulique, tandis que le pilier 4 n'est impacté que par le secteur de l'environnement dont le niveau d'engagement a été faible. Ce secteur reste confronté à des difficultés de mobilisation des ressources extérieures pour la mise en œuvre des accords et conventions internationaux sur le climat.

Comparé au 1^{er} semestre 2017, le rythme d'exécution du PNDES ne s'est pas amélioré, passant de 45,03% à 64,40% soit un accroissement quasi-identique à la situation à fin juin de l'ordre de 20,37%. Il convient également de préciser que les paiements réalisés par rapport aux engagements représentent 91,01%.

Au 30 septembre 2017, les investissements reflétant le PNDES ont été exécutés conformément au tableau ci-dessous.

Exécution du PNDES au 30 septembre 2017

Tableau n°1 : Récapitulatif de l'exécution du budget en piliers du PNDES au 30 septembre 2017

Piliers	Investissement	Exécution		TOTAL	Taux d'exécution
	LFR	BND	FINEX		
1. Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	859 826 769	192 139 251	180 124 000	250 359 651	29,12%
2. Transformation économique durable et inclusive	2 542 750 796	528 626 438	593 483 300	988 484 738	38,87%
3. Développement inclusif du capital humain	1 206 611 420	147 721 744	259 274 860	356 910 944	29,58%
4. Gestion durable du capital naturel	42 008 000	5 828 000	0	5 828 000	13,87%
Total	4 651 196 985	874 315 432	1 032 882 160	1 601 583 332	34,43%

Sources : DNB/DNIP

L'exécution des investissements du PNDES à fin septembre 2017 se situe à 1 601,58Mds ; soit un taux d'exécution de 67,32%¹ par rapport à la prévision en LFR de 2 379,05 Mds. La part du BND dans cette exécution du PNDES se chiffre à 874,31 Mds (36,75%) tandis que la part du FINEX est de 727,27 Mds (30,57%).

Les investissements sur BND se chiffrant à 874,31 Mds ont servi à financer en majorité les dépenses du pilier 2 relatif à la transformation économique durable et inclusive pour un

¹ Dans le rapport à fin mars 2017, le taux d'exécution a été calculé par rapport à la prévision sur investissements BND uniquement.

montant de 988,48 Mds (41,55%). Le FINEX a contribué au financement des piliers 1, 2 et 3 pour un montant de 727,27 Mds.

Le compte rendu de l'exécution budgétaire du troisième trimestre 2017 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la LFI 2017

Les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la LFI 2017, à mettre en œuvre par la Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Impôts, se présentent comme suit par régie financière :

➤ Etat de mise en œuvre des dispositions douanières

L'instruction n°000001/MB/DGD du 10 janvier 2017 portant application des dispositions douanières contenues dans la LFI 2017 a fait l'objet d'une large diffusion à l'ensemble du service et des usagers. Cette instruction porte sur les aspects ci-après :

- L'abaissement du taux de la TVA (article 8) ;
- L'exonération de la farine et des huiles alimentaires de la TVA (article 9) ;
- La modification des articles 59-2 et 75 du code général des impôts (article 18 et 19 LFI) ;
- Les allègements douaniers sur les matières premières ou intrants destinés à la fabrication des produits de la catégorie 0 du tarif (article 20 LFI) ;
- La taxation des huiles végétales alimentaires (articles 21 LFI) ;
- L'application du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO (article 22 LFI).

➤ Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales

La baisse du taux de TVA de 20 à 18% en 2017 s'explique par :

- La résistance d'une frange importante des opérateurs économiques au rehaussement du taux de 18% à 20%, qui pourrait se traduire par un accroissement significatif de la fraude à la TVA ;

- L'institution du taux de 20% n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés en matière de collecte du produit de la TVA au titre de l'exercice 2016 ;
- Le souci de préserver et/ou améliorer la compétitivité des entreprises domestiques vis-à-vis de la concurrence internationale.

En termes de nouvelles mesures fiscales et administratives pour 2017 de la Direction Nationale des Impôts, on peut citer :

- L'élargissement de la retenue de 50% de TVA aux sociétés d'économie mixtes ;
- L'élargissement du prélèvement forfaitaire de 10% aux cotés des sociétés d'économie mixte ;
- Le réaménagement des taux de la contribution foncière unique (CFU) et des droits d'enregistrement ;
- Le réaménagement des seuils de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) entre les grandes entreprises ;
- La sécurisation de la collecte de la taxe unique sur les véhicules (TUV) par l'implication du système bancaire et d'un opérateur de téléphonie mobile (orange money) dans le processus de recouvrement ;
- L'élaboration d'un mécanisme équitable de rétrocession aux collectivités territoriales décentralisées des quotités des recettes de la taxe unique sur les véhicules consécutive aux nouvelles modalités de collecte ;

En plus des dispositions de la LFI 2017 susmentionnées, la LFR 2017 prévoit pour les encaissements des recettes budgétaires, les mesures ci-après :

- Fixation des principes, modalités et règles relatives à l'ouverture de sous-comités du compte unique du trésor dans les banques commerciales et chez d'autres opérateurs de technologie de paiements électroniques des recettes fiscales et non fiscales instituées par l'article 18 de la LORF (art 9 LFR) ;
- Recours par voie de contrat, aux meilleures conditions dans l'intérêt du Trésor, aux services des banques commerciales légalement installées en République de Guinée et à tout opérateur de technologies de paiements électroniques ayant les capacités requises à cet effet.

1.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes à fin septembre 2017 se chiffre à 10 687,32 Mds sur une prévision au 30 septembre de 11 882,10 ; soit un taux de réalisation de 89,94%. Elles sont constituées de recettes fiscales (9 155,53 Mds), de recettes non fiscales (447,43 Mds) et de dons et emprunts (1084,36 Mds).

Ce trimestre a été caractérisé par des mouvements sociaux, principalement dans la zone de Boké, avec des répercussions sur l'activité économique et, ipso facto, sur les objectifs des recettes dont la réalisation aurait pu se situer à un niveau plus élevé que celui atteint.

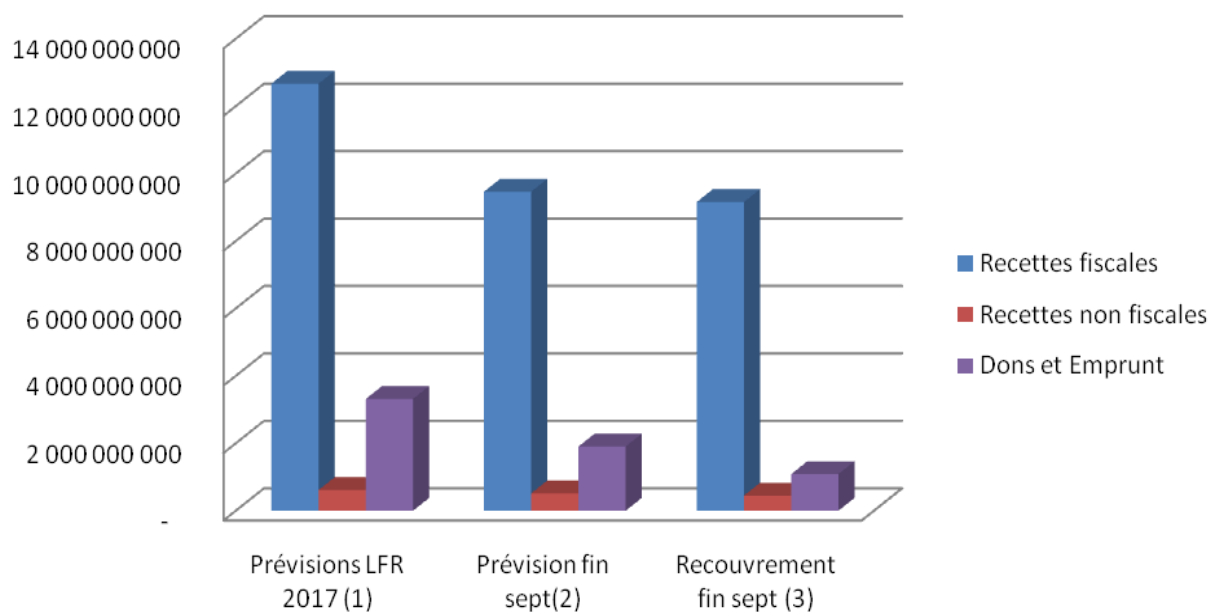
Tableau n°2 : Exécution globale des recettes à fin septembre (en milliers GNF)

Libellés	Prévisions LFR 2017 (1)	Prévision fin sept (2)	Recouvrement fin sept (3)	Taux de Recouvrement (4=3/2)
Recettes fiscales	12 663 642 868	9 462 387 858	9 155 529 516	96,76%
Recettes non fiscales	612 194 386	515 424 441	447 430 540	86,81%
Recettes en capital	15 395 000	7 212 500	2 766 507	38,36%
Dons et Emprunt	3 315 000 000	1 904 286 022	1 084 359 930	56,94%
TOTAL GENERAL	16 590 837 254	11 882 098 321	10 687 319 986	89,94%

Sources : LFR/DNB/TOFE

Graphique 1 : Mobilisation des ressources à fin septembre 2017

Mobilisation des ressources au troisième trimestre 2017



1.3-Analyse de l'exécution des recettes intérieures

Au 30 septembre 2017, sur une prévision à fin septembre de 9 977,81 Mds, les recettes budgétaires intérieures (recettes fiscales et non fiscales) ont été mobilisées à hauteur de 9 602,96 Mds (96,24%).

Rapportées au 1^{er} semestre 2017, ces recettes ont connu un accroissement de 1 870,98 Mds (24,20%).

Comparées à la prévision annuelle 2017 de 13 275,83 Mds, les recettes intérieures ont été réalisées à hauteur de 72,33%.

I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes

- Recettes fiscales

Sur une prévision à fin septembre 2017 de 9 462,39 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 9 155,53 Mds (96,75%).

Comparées aux réalisations à fin juin 2017, les recettes fiscales se sont accrues de 1 858,48 Mds (25,46%).

Globalement, il se dégage une légère moins-value due aux contre-performances enregistrées dans la mobilisation des impôts sur le patrimoine (92,08%) et les taxes sur biens et services (87,09%).

Le tableau 3 ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau n°3 : Exécution des recettes fiscales (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Prévision fin sept (2)	Réalisation fin sept (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Impôts et taxes sur les revenus et bénéfices	3 220 778 575	2 377 544 971	2 536 367 966	106,68%
Impôts sur le patrimoine	41 153 994	23 667 471	21 793 430	92,08%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 921 398 390	2 490 727 947	2 588 246 468	103,92%
Taxes sur Biens et Services	6 215 235 575	4 370 108 274	3 806 106 341	87,09%
Autres recettes fiscales*	265 076 334	200 339 195	203 015 311	101,34%
TOTAL	12 663 642 868	9 462 387 858	9 155 529 516	96,76%

Sources : LFR/DNB

- Recettes non fiscales

Au niveau des recettes non fiscales, sur un objectif à fin septembre 2017 de 515,42 Mds, les réalisations s'élèvent à 447,43 Mds, soit un taux d'exécution de 86,81%. Cette contre-performance par rapport à l'objectif est due aux fortes moins-values observées au niveau des ventes de capital fixe (29,27%), des produits divers (45,42%), des amendes et confiscation de (61,10%) et des droits et frais administratifs (60,02%). Toutefois, ces moins-values sont atténuées par les fortes plus-values enregistrées sur les redevances et dividendes (117,86%) et les remboursements de prêts (191,00%)

Comparées à la situation à fin juin, ces recettes se sont accrues de 135,57 Mds soit 43,47%.

Par rapport à la prévision annuelle de 2017, le niveau d'exécution se situe à 73,08%. Ce qui traduit quelques difficultés rencontrées dans la mobilisation des recettes non fiscales. A cet effet, le ministère de l'économie et des finances a entrepris d'encadrer dans un manuel les procédures d'exécution des recettes non fiscales. De même, un audit a été diligenté pour améliorer la mobilisation des recettes non fiscales. Les résultats de cet audit seront exploités pour accroître le niveau de ces recettes.

Le tableau ci-dessous présente les recettes non fiscales par catégorie et taux d'exécution.

Tableau n°4 : Exécution des recettes non fiscales (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Prévisions jan-sept (2)	Réalisations jan-sept (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
<i>Redevances et dividendes</i>	414 349 209	266 413 494	314 003 012	117,86%
<i>Droits et Frais administratifs</i>	112 179 245	138 355 685	83 036 650	60,02%
<i>Amendes et confiscations</i>	7 586 000	5 052 030	3 086 566	61,10%
<i>Produits divers</i>	62 684 932	98 047 749	44 537 805	45,42%
<i>Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels</i>	14 425 000	7 212 500	2 111 400	29,27%
<i>Remboursement des prêts</i>	970 000	342 983	655 107	191,00%
Recettes non fiscales	612 194 386	515 424 441	447 430 540	86,81%

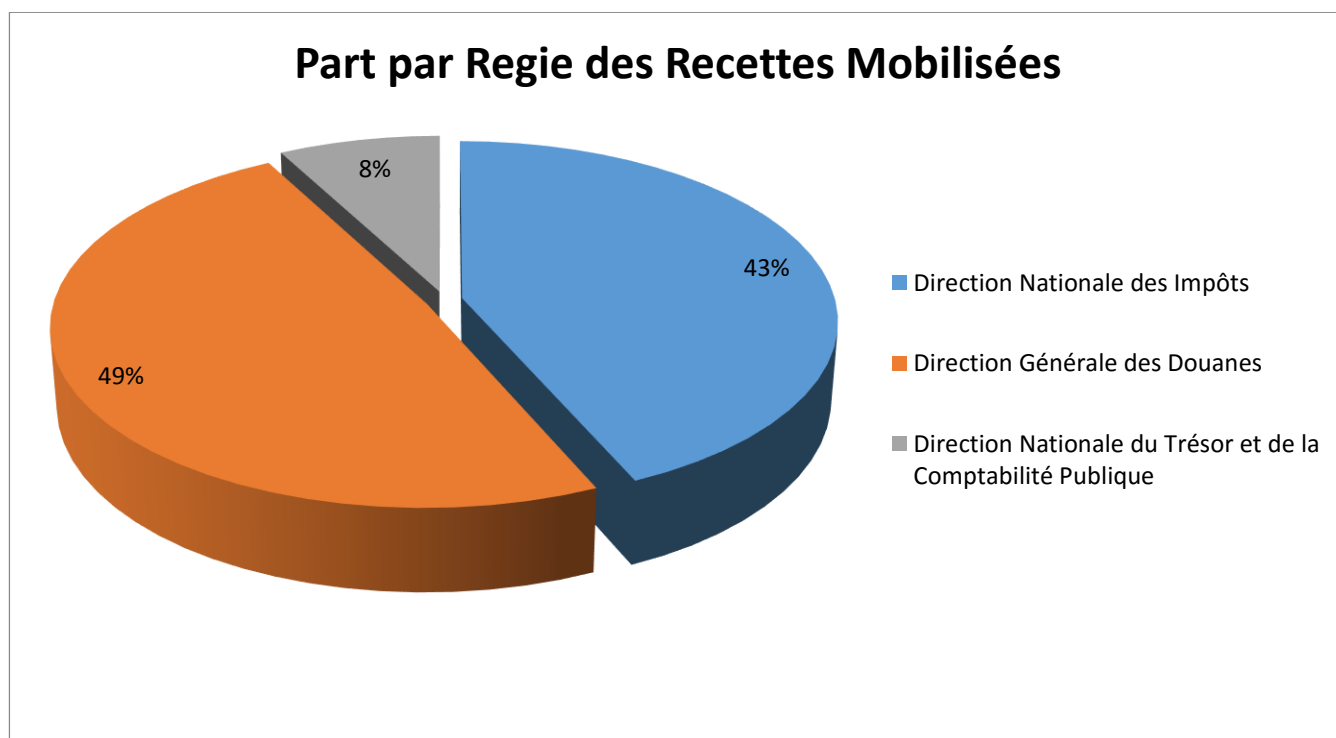
Sources : LFR/DNTCP

NB : La prévision en hausse des recettes sur les droits et frais administratifs et les produits divers par rapport à la LFR, est due à la hausse attendue de ces recettes suite au recensement biométrique effectué dans certaines ambassades de la Guinée et aussi, la hausse attendue des recettes des jeux et des recettes accidentelles.

I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Les recettes sont exécutées par différentes régies financières selon leur nature à savoir : la Direction Nationale des Impôts (DNI), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Graphique 2 : Part par régie des recettes mobilisées



- Direction Nationale des Impôts (DNI)

Sur un objectif de 4 360,94 Mds, la Direction Nationale des Impôts a réalisé à fin septembre 2017 un montant de 4 243,19 Mds ; soit un taux d'exécution de 97,30%.

Ce niveau d'exécution s'explique par la performance enregistrée sur les revenus retenus à la source (149,86%), les impôts sur le revenu des personnes physiques (122,62%), les timbres fiscaux (254,36%), les taxes d'accès aux réseaux de télécommunication (119,91%) et les taxes sur les salaires (111,24%). Par contre la plus-value obtenue est atténuée par les contre-performances enregistrées au niveau des produits de l'enregistrement (31,76%), les taxes sur biens et services non miniers (78,03%), les impôts sur le patrimoine (92,08%), les taxes sur la consommation téléphonique (93,72%) et les impôts sur les sociétés (95,45%).

Ces recettes ont connu un accroissement de 1 331,46 Mds par rapport au 1^{er} semestre ; soit un accroissement de 45,72%. Cette forte croissance est due essentiellement aux échéances fiscales (saisonnalité des recettes) du troisième trimestre.

Les performances enregistrées au cours de ce troisième trimestre s'expliquent par les éléments suivants :

- Retenues à la source et taxes sur les salaires : l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique, le paiement lié au projet d'extension de la CBG, la régularisation des impôts sur les salaires des sociétés sous-traitantes (FLUOR pour CBG, WBHO pour bel air mining), le démarrage des activités au niveau du GAC et ALUFER, la retenue effectuée sur les avantages en nature accordée à la CBK pour la fête de tabaski et les actions de recouvrement des amendes et pénalités entreprises par la DNI ;
- Taxe sur la téléphonie : au mois de septembre, les sociétés Orange-Guinée et Areeba-Guinée ont procédé à la régularisation des acomptes de 35 Mds payés au mois d'août sur les recettes fiscales de la TARTEL et de la TCT ;

Impôt sur le revenu des personnes physiques : la performance provient de la retenue opérée par le trésor public sur la chaîne des dépenses dans le cadre du paiement de la dette intérieure mais aussi l'effet de l'élargissement du prélèvement forfaitaire de 10% aux sociétés d'économie mixte ;

- Taxes sur les salaires : la plus-value s'explique par les recouvrements sur exercices clos.

Quant aux contre-performances, elles ont été le fait des facteurs suivants :

- Pour les impôts sur les sociétés : la moins-value de cette rubrique s'explique essentiellement par la baisse des recettes mensuelles de la CBG qui passent de 3 millions à 2 millions de dollars USD suite à la tendance à la baisse de la prévision du résultat fiscal de l'exercice 2017 ;
- Pour les produits d'enregistrement : le manque à gagner de ces produits est dû notamment à la baisse du taux d'enregistrement des contrats de marchés publics de 5% à 2% d'autre part ;
- Pour les impôts sur le patrimoine : la moins-value s'explique par l'échéance de paiement de la CFU s'étendant du 01 janvier au 30 juin ;
- Pour les taxes sur biens et services non miniers : cette contre-performance s'explique par la faiblesse de la consommation, des exonérations accordées par le ministère de l'industrie et la non maîtrise de la TVA déductible au cordon douanier par l'administration fiscale.

Comparées à la prévision annuelle 2017 de 5 962,16 Mds, les recettes fiscales réalisées par la Direction Nationale des Impôts à fin septembre représentent 71,16%.

Le tableau infra indique les catégories de recettes mobilisées par la DNI.

Tableau n°5 : Exécution des recettes collectées par la DNI à fin Septembre 2017 (en milliers de GNF)

Libellés	LFR (1)	Prévisions Jan-Sept T3 (2)	RECOUVREMENT	
			Réalisation fin Sept (3)	Taux d'exécution 4 = (3/2)
Impôts sur les sociétés	2 241 686 997	1 760 895 365	1 680 798 014	95,45%
Impôts sur les revenus à la sources	601 406 465	365 050 696	547 046 974	149,86%
Impôt sur le revenu des pers. Phys.	377 685 113	251 598 910	308 522 978	122,62%
Impôt sur le patrimoine	41 153 994	23 667 471	21 793 430	92,08%
Taxes biens et services non miniers	1 670 549 886	1 208 286 114	942 871 186	78,03%
Taxes d'accès aux réseaux de téléc.	123 028 537	86 470 350	103 688 892	119,91%
Taxes sur la consommation téléphonique	641 578 246	464 635 595	435 455 262	93,72%
Timbres fiscaux	41 376 808	13 901 851	35 360 815	254,36%
Produits d'enregistrement	37 841 297	50 003 182	15 882 618	31,76%
Taxes sur les salaires	185 858 229	136 434 162	151 771 878	111,24%
TOTAL	5 962 165 572	4 360 943 696	4 243 192 047	97,30%

Sources : LFR/DNI

-Direction Générale des Douanes (DGD)

La Direction Générale des Douanes a réalisé à fin septembre 2017 un montant de 4 587,19 Mds sur une prévision au 3^{ème} trimestre de 4 751,31 Mds ; soit un taux d'exécution de 96,55%.

Ce niveau de réalisation provient des plus-values réalisées sur les amendes et confiscations douanières (119,60), les taxes supportées par l'Etat (118,20%), les Taxes d'enregistrement douane (113,23%), le droit fiscal à l'importation (104,40%), les recouvrements sur exercices clos (102,78%), le droit fiscal à la sortie (101,84%), les taxes d'entrepôts (101,55%), les produits de vente aux enchères (101,46%) et les redevances sur liquidation (101,42%). Ces performances sont atténuées par les moins-values sur les taxes sur produits pétroliers (72,46%), les droits d'accises (89,03%), les droits de magasinage (92,69%), la taxe dégressive de production (93,79%) et les TVA/TCA à l'importation (99,83%).

Comparées aux réalisations du 1^{er} semestre, ces recettes se sont accrues de 1 561,30 Mds (51,59%).

Par rapport à la prévision de la LFR 2017, les recettes douanières mobilisées par la Direction Générale des Douanes à fin septembre représentent 76,53%.

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas les redevances d'entretien routier (RER) qui ne constituent pas des recettes budgétaires.

La performance réalisée sur certaines lignes budgétaires résulte de la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres :

- ✚ L'augmentation du volume des importations taxables ;
- ✚ L'application du tarif extérieur commun avec la taxe d'ajustement à l'importation ;
- ✚ Les réformes portant sur l'augmentation et la sécurisation des recettes.

En dépit de la performance enregistrée suite aux réformes, une moins-value a été constatée au niveau des taxes sur les produits pétroliers. Cette moins-value provient de l'augmentation du prix du baril sur le marché international alors que le prix du carburant à la pompe n'a pas varié.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DGD.

Tableau n°6: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin Septembre 2017 en milliers de GNF

LIBELLES	Pétrolier (P) et Hors Pétrolier (HP)	LFR 2017 (1)	RECOUVREMENTS		
			PREVISIONS Janv-Sept 2017 (2)	REALISATIONS Janv-Sept 2017 (3)	Taux (4=3/2)
Droit fiscal d'Importation		1 774 296 707	1 497 675 529	1 563 616 443	104,40%
	P	590 334 408	497 765 057	524 941 133	105,46%
	HP	1 183 962 299	999 910 472	1 038 675 310	103,88%
Droit fiscal à la Sortie		607 552 714	442 483 936	450 629 710	101,84%
LIBELLES	Pétrolier (P) et Hors Pétrolier (HP)	LFR 2017 (1)	RECOUVREMENTS		
			PREVISIONS Janv-Sept 2017 (2)	REALISATIONS Janv-Sept 2017 (3)	Taux (4=3/2)

ACCISES		55 907 759	34 706 416	30 898 553	89,03%
Taxe Dégressive Protection		27 937 162	16 975 988	15 922 593	93,79%
Droit de Magasinage		345 235	199 304	184 730	92,69%
Taxe d'Entreposage		42 138 583	34 619 668	35 156 567	101,55%
	P	36 915 960	30 684 557	31 611 933	103,02%
	HP	5 222 623	3 935 111	3 544 634	90,08%
Redevance Traitement Liquidation		318 232 539	259 566 949	263 243 456	101,42%
	P	71 858 570	56 225 913	57 073 310	101,51%
	HP	246 373 969	203 341 036	206 170 146	101,39%
Produit de Ventes aux Enchères		1 787 840	1 737 335	1 762 776	101,46%
Taxe Enregistrements Douanes		12 324 113	13 259 619	15 013 977	113,23%
Recouvrement sur exercices clos		77 733 405	79 275 209	81 481 680	102,78%
Amendes et Confiscations douanières		3 142 333	3 281 841	3 925 018	119,60%
TVA à l'Importation		2 304 083 352	1 787 594 678	1 784 622 353	99,83%
	P	910 363 189	704 104 921	714 298 474	101,45%
	HP	1 393 720 163	1 083 489 757	1 070 323 879	98,78%
Taxes sur les produits pétroliers	P	678 163 520	295 763 584	214 322 249	72,46%
Taxe Supportée par l'Etat (Achat Finex)		90 532 034	106 946 153	126 410 965	118,20%
TOTAL		5 994 177 296	4 751 314 377	4 587 191 070	96,55%
PM: Redevances Entretiens Routiers (RER)	P	213 557 796	177 228 168	185 817 089	105%
TOTAL yc RER		6 207 735 092	4 928 542 545	4 773 008 159	96,84%

Sources : LFR/DGD

- Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin septembre 2017, les recettes non fiscales ont été réalisées à hauteur de 447,43 Mds sur un objectif de 515,42 Mds ; soit un taux d'exécution de 86,81%.

Ce niveau d'exécution résulte de la plus-value enregistrée sur les redevances et dividendes (117,86%) et les remboursements de prêts (191,00%) atténué par les moins-values enregistrées au niveau des ventes de capital fixes (29,27%), les produits divers

(45,42%), les droits et frais administratifs (60,02%) et les amendes et confiscations (61,10%).

Par rapport au 1^{er} semestre 2017, les recettes non fiscales ont enregistré un accroissement de 135,57 Mds soit 43,47%.

De l'analyse du tableau de réalisation des recettes au 30 septembre 2017, les principales lignes concernées se sont caractérisées de la manière suivante :

- Redevances et dividendes : la plus-value enregistrée est due essentiellement aux redevances de pêche suite à la reprise des relations de pêche avec l'Union Européenne et à l'effet taux de change des dividendes perçus par l'Etat auprès de la Société Aurifère de Guinée (SAG) ;

Toutefois, des contre-performances ont été observées au niveau des postes ci-après :

- Amendes et confiscations : la moins-value sur cette rubrique en ce qui concerne les amendes de pêche s'explique par les moyens déployés notamment pour l'arraisonnement des bateaux pirates en haute mer ;
- Droits et frais administratifs : les moins-values s'expliquent par la faible réalisation des recettes du CADAC due au retard dans le lancement du projet de réimmatriculation du parc automobile et des recettes de l'immigration notamment en ce qui concerne le placement des passeports biométriques à l'extérieur et à l'intérieur du pays ;
- Produits divers : la moins-value se situe au niveau des recettes des droits d'auteurs, les recettes des stades et les frais de liberté publique qui n'ont fait l'objet d'aucun encaissement.
- Vente de capital fixe : la moins-value est due au non encaissement sur les terrains, lotissement de domaines, mobiliers, immeubles, équipements, usines et autres.

Par rapport à la prévision annuelle 2017 de 612,19 Mds, les recettes non fiscales mobilisées se chiffrent à 447,43 Mds ; soit un taux de réalisation de 73,09%.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau n°7 : Recettes collectées par la DNTCP à fin septembre (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Prévisions jan-sept (2)	Réalisations jan sept (3)	Taux d'exécution (4=3/2)
Recettes non fiscales	612 194 386	515 424 441	447 430 540	86,81%
<i>Redevances et dividendes</i>	<i>414 349 209</i>	<i>266 413 494</i>	<i>314 003 012</i>	<i>117,86%</i>
<i>Droits et Frais administratifs</i>	<i>112 179 245</i>	<i>138 355 685</i>	<i>83 036 650</i>	<i>60,02%</i>
<i>Amendes et confiscations</i>	<i>7 586 000</i>	<i>5 052 030</i>	<i>3 086 566</i>	<i>61,10%</i>

Produits divers	62 684 932	98 047 749	44 537 805	45,42%
Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels	14 425 000	7 212 500	2 111 400	29,27%
Remboursement des prêts	970 000	342983	655 107	191,00%
Recettes Fiscales	707 300 000	527 357 953	325 146 399	61,66%
Taxes sur les produits miniers (TSPM)	707 300 000	527 357 953	325 146 399	61,66%

Sources : LFR/DNTCP

En plus des recettes non fiscales, la DNTCP assure également la mobilisation de la taxe spéciale sur les produits miniers (TSPM). A fin septembre 2017, cette direction a réalisé 325,15 Mds sur une prévision annuelle de 707,30 Mds ; soit un taux d'exécution de 45,97%.

Il convient de noter que la taxe spéciale sur les produits miniers (TSPM) de ce 3^{ème} trimestre ne concerne que le versement effectué par la CBG, contrairement à la situation du 1^{er} semestre qui prenait en compte l'ensemble des recettes minières.

1.4-Analyse de l'exécution des recettes extérieures

Au 30 septembre 2017, les recettes extérieures (dons et emprunts) ont été réalisées à hauteur de 1 084,36 Mds sur une prévision à fin septembre de 1 904,29 Mds ; soit un taux d'exécution de 56,94%. Ce qui dénote une contre-performance dans la mobilisation de cette catégorie de recettes.

Tableau n°8 : Dons et Emprunts à fin septembre (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Prévisions jan-sept (2)	Réalisations jan-sept (3)	Taux d'exécution (3/1)
Dons et Emprunt	3 315 000 000	1 904 286 022	1 084 359 930	56,94%
Dons	1 928 000 000	1 151 219 689	864 955 930	75,13%
Affectés	873 000 000	876 860 333	555 712 600	63,38%
Non Affectés	1 055 000 000	185 450 000	309 243 330	166,75%
Allegement CdP PPTe et C2D	-	88 909 356	-	0,00%
Emprunts	1 387 000 000	753 066 333	219 404 000	29,13%
Affectés	1 197 000 000	753 066 333	219 404 000	29,13%
Non Affectés	190 000 000	-	-	0,00%

Sources: LFR/ DNB

- **Dons**

Sur une prévision à fin septembre 2017 de 1 151,22 Mds, il a été réalisé 864,95 Mds ; soit un taux d'exécution de 75,13%. Rapportée à la prévision annuelle, la réalisation conduit à un taux de 44,86%. Cette faible mobilisation est due à la multiplicité des conditionnalités de décaissement des dons.

- **Emprunts**

Sur une prévision au 30 septembre 2017 des emprunts de 753,07 Mds, il a été exécuté un montant de 219,40 Mds (29,13%), ce qui représente 15,82% par rapport à la prévision en loi de finances rectificatives 2017.

1.5-Situation des restes à recouvrer des recettes fiscales à fin septembre 2017

Sur la base des informations disponibles à date, la situation des plus et moins-values et des restes à recouvrer fournie respectivement par la Direction Nationale des Impôts et la Direction Générale des Douanes se présente dans le tableau ci-après :

Tableau n°9: Situation des restes à recouvrer au 30 septembre 2017(en milliers de GNF)

Impôts : plus et moins-values

Natures des recettes	Prévisions	Réalisation	ECART
Impôts sur les sociétés	1 760 895 365	1 680 798 014	80 097 351
Impôts sur les revenus à la source	365 050 696	547 046 974	-181 996 278
Impôt sur le revenu des personnes physiques	251 598 910	308 522 978	-56 924 068
Impôt sur le patrimoine	23 667 471	21 793 430	1 874 041
Taxes sur les bien et services non miniers	1 208 286 114	942 871 186	265 414 928
Taxes d'accès aux réseaux de télécommunication	86 470 350	103 688 892	-17 218 542
Taxes sur la consommation téléphonique	464 635 595	435 455 262	29 180 333
Timbres fiscaux	13 901 851	35 360 815	-21 458 964
Produits d'enregistrement	50 003 182	15 882 618	34 120 564
Taxes sur les salaires	136 434 162	151 771 878	-15 337 716
Total	4 360 943 696	4 243 192 047	117 751 649

Source: DNI

Douanes : Situation des restes à recouvrer

Douanes	Emissions (1)	Recouvrements (2)	Restes à recouvrer (3=1-2)
Total	5 016 646 303	4 773 008 159	243 638 144

Source: DGD

- ✚ Les restes à recouvrer au niveau du cordon douanier se chiffrent à 243,64 Mds.
- ✚ En ce qui concerne la Direction Nationale des Impôts, les recouvrements sur exercices antérieurs s'élèvent à 117,75 Mds contre des prévisions de 4 360,94 Mds.

II-SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2017 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

L'analyse de l'exécution des dépenses portera sur les différentes phases de l'exécution des dépenses publiques, à savoir : engagement, liquidation, ordonnancement et paiement. Des références seront faites au Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) qui est établi sur la base de la prise en charge comptable.

II.1-Situation des mouvements de crédits

Au cours du 3^{ème} trimestre 2017, un collectif budgétaire a été adopté rectifiant ainsi les crédits budgétaires de la loi de finances initiale et ratifiant les mouvements des crédits intervenus depuis janvier 2017.

Ces modifications de crédits se présentent par section budgétaire de la manière suivante :

Tableau n°8 : Mouvements de crédits ratifiés par la loi de finances rectificative

Section budgétaire	LFI (1)	Mouvements de crédits au 30 sept 2017	LFR (2)	Ecart (1-2)
TOTAL GENERAL Y COMPRIS FINEX	16 704 033 937	815 471 368	16 857 917 205	153 883 268
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	356 200 161	7 472 000	367 218 589	11 018 428
PRIMATURE	77 547 037	1 500 000	79 362 601	1 815 564

MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 564 668 006	85 334 333	1 817 273 018	252 605 012
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	366 063 649	36 661 182	376 247 634	10 183 985
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	396 442 127	0	298 674 042	-97 768 085
MINISTERE DE LA JUSTICE	97 888 913	3 778 826	93 109 718	-4 779 195
Section budgétaire	LFI (1)	Mouvements de crédits au 30 sept 2017	LFR (2)	Ecart (1-2)
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	277 021 501	318 593	284 986 941	7 965 440
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	105 516 920	23 286 800	128 277 985	22 761 065
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	397 182 795	9 773 026	440 484 378	43 301 583
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	60 527 987	25 557 005	86 039 708	25 511 721
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	449 541 919	105 577 900	489 829 475	40 287 556
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	121 880 491	1 005 626	102 236 107	-19 644 384
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	60 810 422	3 329 094	65 330 958	4 520 536
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 079 433 975	11 828 240	1 137 522 168	58 088 193
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	103 623 967	21 852 848	124 863 090	21 239 123
MINISTERE DU COMMERCE	52 084 653	0	50 803 729	-1 280 924
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 607 469	-1 270 610	16 851 672	-2 755 797
MINISTERE DE LA SANTE	1 322 564 335	-32 920 000	1 141 782 758	-180 781 577

MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	137 573 840	0	117 370 692	-20 203 148
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 473 208 025	37 016 706	1 418 958 951	-54 249 074
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	210 535 603	9 000 000	225 196 088	14 660 485
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	34 246 403	-779 676	32 632 180	-1 614 223
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	83 499 152	700 500	60 768 063	-22 731 089
ASSEMBLEE NATIONALE	143 584 937	0	146 491 260	2 906 323
COUR SUPREME	19 752 619	0	19 232 349	-520 270
Section budgétaire	LFI (1)	Mouvements de crédits au 30 sept 2017	LFR (2)	Ecart (1-2)
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	12 769 662	0	13 514 177	744 515
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 542 882	0	18 890 357	347 475
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	10 810 691	-715 000	9 996 329	-814 362
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 721 442	1 606 950	55 972 488	1 251 046
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	149 258 419	3 500 000	110 223 015	-39 035 404
MINISTERE DES TRANSPORTS	52 281 214	0	51 135 287	-1 145 927
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 297 777	0	8 388 196	90 419
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	912 583 581	-110 244 714	779 212 306	-133 371 275
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 814 301	6 048 392	21 780 541	5 966 240
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 542 416 762	701 251 936	2 126 382 548	583 965 786
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	35 281 157	3 000 000	37 497 428	2 216 271

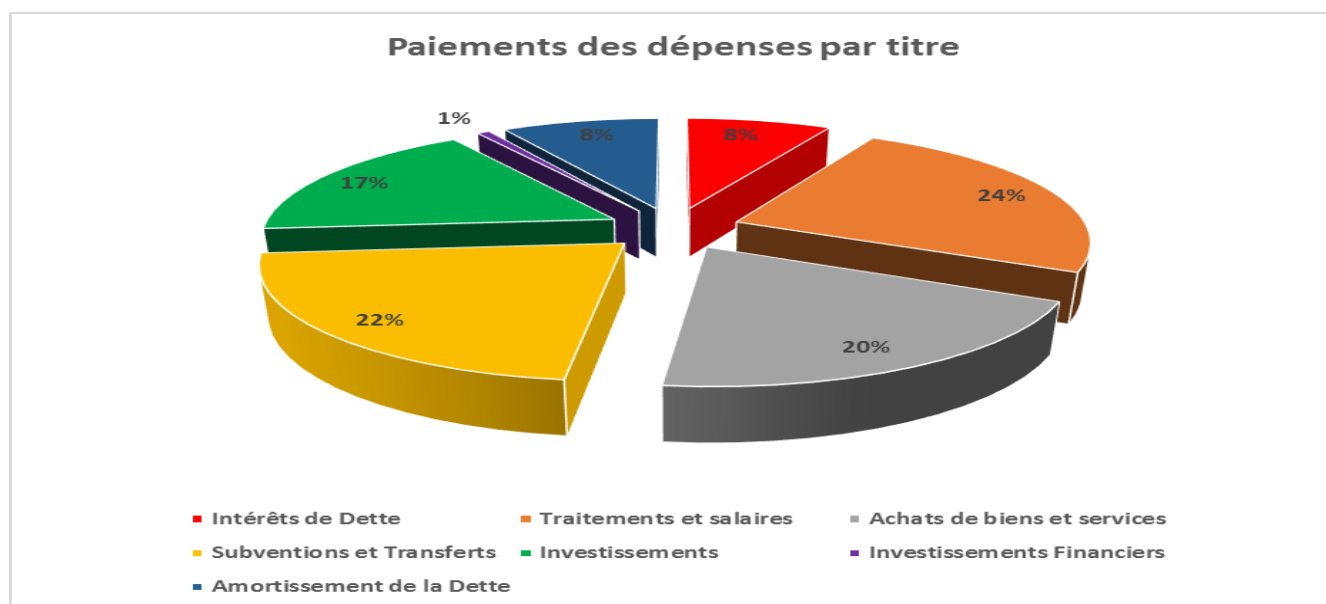
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	20 934 497	3 301 795	24 508 150	3 573 653
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	0	12 181 064	0
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	147 252 077	3 218 465	168 885 407	21 633 330
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	0	5 890 553	0
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	0	6 943 200	0
MINISTERE DU BUDGET	132 306 628	114 746	139 268 362	6 961 734
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	13 774 435	0	15 290 449	1 516 014
Section budgétaire	LFI (1)	Mouvements de crédits au 30 sept 2017	LFR (2)	Ecart (1-2)
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	100 000 000	115 000 000	100 000 000
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	17 406 580	1 000 000	21 553 056	4 146 476
LA COUR DES COMPTES	25 223 097	0	22 509 671	-2 713 426
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	0	2 000 000	0
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	0	2 723 097	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 792 996	0	2 736 727	-56 269
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	10 011 002	2 500 000	12 511 002	2 500 000
Dettes, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	4 465 809 917	-248 133 596	3 951 379 641	-514 430 276

II.2- Analyse globale des dépenses

L'exécution à fin septembre des dépenses publiques, y compris les dépenses financées sur ressources extérieures (FINEX), sur la base des paiements effectués se chiffre à 8 944,67 Mds, dont 7 911,79 Mds sur ressources intérieures et 1 032,82 Mds sur financement extérieur.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables, se chiffre à 9 618,58 Mds, soit un accroissement de 3 275, 38 Mds (51,63%) par rapport à la situation à fin juin 2017 qui se situait à 6 343,20 Mds.

Graphique 3 : Exécution des dépenses par titre sur base paiement



Les dépenses engagées se sont chiffrées à 8 693,38 Mds sur un objectif à fin septembre de 10 204,12 Mds soit 85,19%. Les dépenses liquidées ont atteint 7 286,17 Mds, soit 83,81% des dépenses engagées de la période sur lesquelles les ordonnancements effectués s'élèvent à 6 957,44 Mds soit 95,49% des dépenses liquidées contre une prise en charge comptable de 8 843,46 Mds.

II.2.1- Analyse des dépenses par titre

L'analyse de l'exécution des dépenses de l'Etat par titre au 30 septembre 2017 s'articule autour des rubriques suivantes :

Dépenses courantes

- Intérêts de la dette;
- Personnel/Traitements et salaires;
- Fonctionnement/Biens et Services;
- Intervention/Subventions et transferts courants.

Dépenses en capital

- Investissement/Dépenses en capital;
- Investissements financiers et transferts en capital.

Amortissement de la dette

A- Dépenses courantes

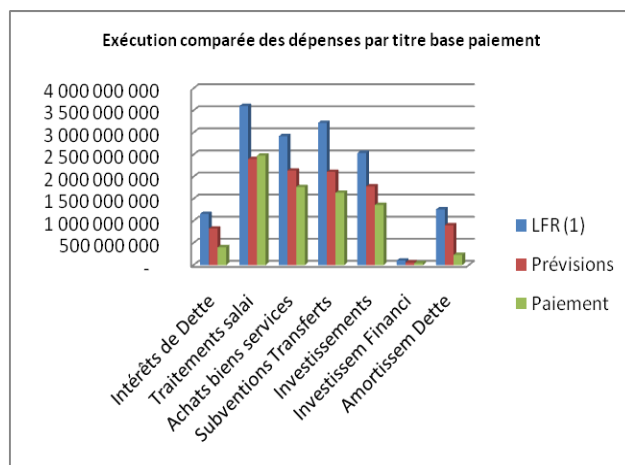
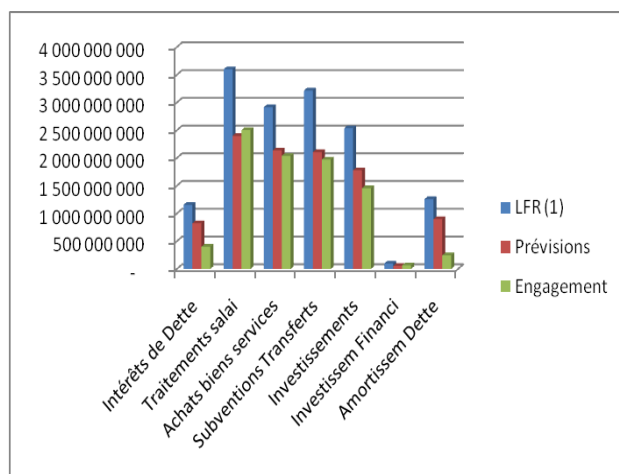
A fin septembre 2017, sur une prévision de 7 469,23 Mds, les dépenses courantes ont été engagées à hauteur de 6 919,93 Mds (92,64%) contre des prises en charge comptable de 7 102,57 Mds (95,09%) et des paiements de l'ordre de 6 280,40 Mds (84,08%).

Comparé au 1^{er} semestre 2017 dont les paiements se sont chiffrés à 4 142,54 Mds, l'accroissement à fin septembre est de 2 137,86 Mds (51,61%).

Cette exécution, présentée en annexe dans le tableau N°10, se décompose par titre ainsi qu'il suit :

Graphique 4 : Exécution comparée par titre sur base engagement

Graphique 5 : Exécution comparée par titre sur base paiement



• Titre I : Intérêts de la dette

Sur un objectif de 825,55 Mds au 30 septembre 2017, les intérêts de la dette ont été engagés à hauteur de 402,86 Mds (48,80%) et payés pour 401,49 Mds (48,63%). Cette exécution concerne les paiements au titre de la dette intérieure de 244,28 Mds (60,84 %) et ceux au titre de la dette extérieure hors PPTTE pour 157,21 Mds (39,16%).

Rapportés à la prévision annuelle de 1 156,10 Mds, les taux d'exécution sur base engagement et paiement sont respectivement de 34,85% et 34,73%.

• Titre II : Personnel /Traitements et salaires

A fin septembre 2017, sur un objectif de 2 399,35 Mds, les traitements et salaires ont été exécutés sur base engagement pour un montant de 2 504,91 Mds (104,40%), sur base prise en charge comptable pour 2 491,05 Mds (103,82%) et sur base paiement pour 2 475,12 Mds (103,16%).

Les paiements au 30 septembre 2017 ont connu une hausse de 817,17 Mds par rapport au 1^{er} semestre ; soit un taux d'accroissement de 49,29%.

Par rapport à la prévision annuelle de 3 600,45 Mds, l'exécution des traitements et salaires représente en engagement 69,57% et en paiement 68,74%.

Cette exécution des traitements et salaires se décompose ainsi qu'il suit :

- Rémunérations fonctionnaires et contractuels permanents : 1 659,09 Mds (98,55%) engagés et 1 654,45 Mds payés contre une prévision à fin septembre de 1 683,44 Mds, soit 98,27% ;
- Rémunérations militaires : 510,60 Mds engagés et payés (118,71%) contre une prévision de 413,84 Mds ; le dépassement enregistré représente les 23,38% d'augmentation des rémunérations de l'armée.
- Rémunérations ambassades : 45,07 Mds (106,83%) engagés et 31,72 Mds (75,18%) payés contre une prévision de 42,19 Mds,; la différence entre les engagements et la prévision est due à la variation du taux de change et l'effet du paiement du dernier trimestre de l'année 2016 sur l'exercice 2017.
- Rémunérations contractuels temporaires : 109,07 Mds (118,70%) engagés et 105,79 Mds (115,13%) payés contre une prévision de 91,89 Mds ; ce dépassement par rapport à l'objectif s'explique par la prise en charge des arrêtés conjoints non budgétisés.
- Rémunérations particulières hors projet : 181,08 Mds (107,80%) engagés et 172,56 Mds (102,73%) payés contre une prévision de 167,97 Mds ; cette situation est due au paiement des arriérés 2015 et 2016 de salaires des experts russes, la variation à la hausse du taux de change et l'effet du paiement des indemnités d'examens au cours du deuxième trimestre.

• Titre III : Fonctionnement/Biens et Services

Sur un objectif de 2 137,17 Mds au 30 septembre 2017, il a été réalisé sur base engagement 2 038,40 Mds (95,38%), sur base prise en charge comptable 2 147,62 Mds (100,49%) et sur base paiement 1 765,94 Mds (82,62%).

Par rapport au 1^{er} semestre, les paiements au 30 septembre 2017 se sont accrus de 749,03 Mds ; soit un taux d'accroissement de 73,66%.

Comparés à la prévision annuelle de 2 916,51 Mds, les taux d'exécution sur base engagement et paiement sont respectivement de 70,11% et 60,74%. Par rapport à la prévision annuelle, l'exécution par chapitre se présente ainsi qu'il suit :

- Fournitures et biens courants : 219,23 Mds engagés (77,09%) et 194,36 Mds payés (68,35%) contre une prévision annuelle de 284,36 Mds ;

- Fournitures et biens spécifiques : 655,50 Mds engagés (79,52%) et 551,29 Mds payés (66,88%) contre une prévision annuelle de 824,32 Mds ;
- Prestations diverses : 169,68 Mds engagés (63,81%) et 147,78 Mds payés (55,57%) contre une prévision annuelle de 265,92 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Téléphone : 195,67 Mds engagés (64,54%) et 190,00 Mds payés (62,67%) contre une prévision annuelle de 303,16 Mds ;
- Frais de déplacements : 158,28 Mds engagés (85,17%) et 136,51 Mds payés (73,45%) contre une prévision de annuelle 185,84 Mds ;
- Frais de représentations et manifestations : 37,40 Mds engagés (84,92%) et 32,17 Mds payés (73,05%) contre une prévision annuelle de 44,04 Mds ;
- Entretien maintenance immobilisations : 24,06 Mds engagés (73,67%) et 21,74 Mds payés (66,56%) contre une prévision annuelle de 32,66 Mds ;
- Dépenses diverses : 376,61 Mds engagés (48,51%) et 367,20 Mds payés (47,30%) contre une prévision annuelle de 776,32 Mds ;
- Acquisition matériels, mobiliers, véhicules : 172,23 Mds engagés (107,01%) et 97,71 Mds payés (60,71%) contre une prévision annuelle de 160,95 Mds ;
- Acquisition Rénovation Bâtiments : 21,70 Mds engagés (85,40%) et 19,15 Mds payés (75,36%) contre une prévision annuelle de 25,41 Mds ;
- Frais Etudes et Recherches : 8,03 Mds engagés (59,39%) et 8,02 Mds payés (59,32%) contre une prévision annuelle de 13,52 Mds.

La faible exécution des achats des biens et services par rapport à la prévision annuelle s'explique essentiellement par le gel des crédits sur certaines lignes budgétaires en attendant la mise en place de certaines procédures de rationalisation de la dépense publique, notamment la centrale d'achat.

• **Titre IV: Intervention/Subventions et transferts courants**

Sur un objectif à fin septembre de 2 107,18 Mds, il a été réalisé sur base engagement 1 973,76 Mds (93,67%), sur base prise en charge comptable 1 850,60 Mds (87,82%) et 1 637,85 Mds (77,73%) sur base paiement.

Par rapport au 1^{er} semestre, les paiements à fin septembre 2017 se sont accrus de 453,92 Mds ; soit un taux d'accroissement de 38,34%.

Sur un effectif total de 371 entités bénéficiaires de subventions et transferts au titre de la LFR 2017, 264 ont connu une exécution de 554,44 Mds contre une prévision annuelle de 739,40 Mds soit un taux d'exécution global de 74,98%.

Au titre des subventions accordées à la société d'électricité de Guinée (EDG), l'exécution à fin septembre 2017 s'élève à 569,76 Mds soit 34,79% des subventions exécutées. Comparé à la prévision de la loi de finances initiale de 400 Mds, l'exécution s'est située au-dessus de ce montant suite aux décrets d'avance intervenus entretemps. A cet effet, la loi de finances rectificative a abondé les crédits au titre de la subvention à EDG à 1 159 Mds pour tenir compte des besoins effectifs de cette société nécessaires à la réalisation de l'équilibre de son compte d'exploitation.

Les 342 collectivités locales (38 communes urbaines et 304 communes rurales) ont exécuté au 30 septembre 2017 un montant de 25,56 Mds sur une prévision annuelle de 51,11 Mds ; soit un taux d'exécution de 50%.

Au niveau des dépenses communes, l'exécution au 30 septembre 2017 des subventions et transferts se chiffre à 21,84 Mds.

Le paiement des dépenses de subventions et transferts à fin septembre 2017 s'est situé à 1 637,85 Mds contre une prise en charge comptable de l'ordre de 1 850,60 Mds.

Rapporté à la prévision annuelle de 3 218,17 Mds, le taux d'exécution sur base paiement est de 50,89%.

Cette exécution concerne :

- La subvention d'exploitation : 476,74 Mds engagés (62,42%) et 426,82 Mds payés (55,88%) contre une prévision annuelle de 763,76 Mds ;
- La subvention d'équilibre non ventilée : 748,60 Mds engagés (50,55%) et 716,67 Mds payés (48,39%) contre une prévision annuelle de 1 480,93 Mds ;
- Les transferts courants aux ménages : 521,62 Mds engagés (73,55%) 289,15 Mds payés (40,77%) contre une prévision annuelle de 709,15 Mds ;
- Les contributions internationales : 226,80 Mds engagés (85,80%) et 205,20 Mds payés (77,63%) contre une prévision annuelle de 264,33 Mds.

La situation des subventions et transferts à fin septembre 2017 est présentée dans les tableaux 14 et 15 joints en annexe.

B- Dépenses en capital (BND et FINEX)

L'exécution à fin septembre 2017 des investissements publics sur la base des paiements effectués se chiffrent à 1 907,20 Mds, dont 874,31 Mds pour les ressources intérieures (45,84%) et 1 032,88 Mds sur financement extérieur (54,16%). La prise en charge comptable des dépenses en capital se chiffre à 2 451,19 Mds.

Les paiements au 30 septembre 2017 se sont accrus de 771,01 Mds par rapport au 1^{er} semestre ; soit un taux d'accroissement de 67,86%.

Rapporté à la prévision annuelle y compris FINEX de 4 607,13 Mds, le taux d'exécution est de 41,40%.

- Dépenses d'investissement BND

Sur un objectif de 1 779,13 Mds au 30 septembre 2017, il a été réalisé sur base engagement un montant de 1 457,79 Mds (81,94%), sur base prise en charge comptable 1 653,40 Mds et 1 359,58 Mds (76,42%) sur base paiement.

Sur une prévision annuelle de 2 537,13 Mds, les dépenses d'investissement ont été payées à hauteur de 874,31 Mds (34,46%).

- Dépenses d'investissement FINEX

Au cours du 3^{ème} trimestre 2017, les dépenses d'investissements sur FINEX ont été exécutées à hauteur de 1 032,88 Mds sur une prévision annuelle de 2 070,00 Mds ; soit un taux d'exécution de 49,90%.

Comparées à l'exécution du 1^{er} semestre 2017, les dépenses d'investissements sur FINEX ont été exécutées à hauteur de 1 032,88 Mds soit un accroissement de 472,41 Mds (84,29%). Cette situation s'explique par la hausse du niveau des dépenses d'investissement dans la plupart des secteurs principalement dans ceux des mines, industries, énergie, eau urbaine, tourisme (331,14 Mds), du développement rural (210,91 Mds), de l'administration générale (180,12 Mds), de l'éducation (132,71 Mds) et de la santé (109,00 Mds).

Cette exécution au 30 septembre se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 20 : Synthèse de l'exécution des investissements en milliards de GNF

Secteur et projets	Fin mars 2017	Fin Juin 2017	Fin sept 2017	Ecart	
				GNF	%
Développement rural	3,65	14,61	210,91	196,3	1344%
Programme national d'appui filières agricoles (PNAFA)	1,78	8,98	63,56	54,58	608%
Progr. Productivité agricole Afrique de l'Ouest			95,47	95,47	0%

Projet d'appro. eau et assainissement Boké-Telimélé	1,5	1,5	0,06	-1,44	-96%
Etudes fruits et légumes Mamou-Kindia Phase 2	0,37	0,37	0,37	0	0%
Projet appui secteur agricole Guinée	0	0	11,83	11,83	0%
Projet d'appui à la transformation Agriculture Guinéenne	0	0	0,95	0,95	0%
Rural Roads Emergency	0	0	29,57	29,57	0%
Projet régional pêche Afrique de l'ouest	0	3,68	9,01	5,33	145%
Projet d'appui institutionnel au SNAPE	0	0,08	0,09	0,01	13%
Mines, industrie, énergie, eau urbaines, Tourisme	183,00	265,06	331,14	66,08	25%
Projet Adminis. Gest des projets Intégrés miniers (PARKA-GPI)	0	0	0,41	0,41	0%
Projet d'appui aux PME	59,83	69,32	82,13	12,81	18%
Appui gouvernance secteur minier	0	14,38	18,16	3,78	26%
AEP des sept villes (Boké, Telimélé...)	0	0,69	0,7	0,01	1%
Renforcement système AEP de Conakry	0,05	0,44	11,77	11,33	2575%
AEP des cinq villes (Gaoul,Tg,Lel,Lola et Ymou)	0	0,91	0,91	0	0%
Réhabilitation réseau électrique Conakry	26,11	37,34	37,37	0,03	0%
Electrification rurale	4,01	14,93	37,57	22,64	152%
Electrification rurale Clv-SLeone-Liberia-Guinée	0,35	2,89	2,97	0,08	3%
Projet réhabilitation centrale électrique Kaloum (ex Tombo 5)	81,57	85,8	86,53	0,73	1%
Projet redressement secteur énergie PRSE	11,08	38,36	52,62	14,26	37%
Infrastructures	0,98	51,20	51,32	0,12	0%
Assainissement quartier Moussoudougou	0,08	0,99	0,01	-0,98	-99%
Etudes construction routes Labé-Madina Gounas	0	48,44	48,45	0,01	0%
Programme construction route Lola-Yomou-frontière CIV	0	0	0,21	0,21	0%
Etudes et supervision construction pont Koussi Mil	0,90	1,77	2,65	0,88	50%
Santé	38,20	64,09	109,00	44,91	70%
Réhabilitation, extension et équipement Hôpital Donka	34,68	49,09	55,27	6,18	13%
Projet d'appui au système de santé primaire	0	0	29,03	29,03	0%
Projet SS prime (Labé-Mamou-Faranah)	3,52	15	2,82	-12,18	-81%
Regional Disease Surveillance Systems Enhancem	0	0	20,64	20,64	0%
Renforcement système de santé post Ebola	0	0	1,24	1,24	0%
Social	1,39	12,33	1,62	-10,71	-87%
Booster employabilité des jeunes	1,01	11,95	0	-11,95	-100%
Relance sociale post Ebola PERSIF	0,38	0,38	0,38	0	0%
Renforcement capacité Jeunes/Femmes zones ebola	0	0	1,24	1,24	0%
Education	26,41	98,04	132,71	34,67	35%

Programme appui secteur Enseignement primaire	6,57	10,15	8,56	-1,59	-16%
Construction et équipement 50 collèges ruraux	0,4	12,25	13,59	1,34	11%
Projet de construction des ERAM	19,44	17,54	19,27	1,73	10%
Fonds commun Education de base	0	58,1	87,15	29,05	50%
Programme Appui secteur Enseignement Technique	0	0	0,19	0,19	0%
Construction et équipement 50 collèges ruraux	0	0	3,95	3,95	0%
Jeunesse et Sports	0	0	15,93	15,93	0%
Booster employabilité des jeunes	0	0	13,56	13,56	0%
Sensibilisation Jeunes à la Santé sexuelle reproductive	0	0	2,37	2,37	0%
Administration générale et autres	47,66	55,11	180,12	125,01	227%
Projets Fillets Sociaux Productifs	0	0	95,68	95,68	0%
EGTACB	0	0	4,06	4,06	0%
Projet d'appui à la planification économique et Gouvernance	0	0	22,16	22,16	0%
Troisième projet PACV	47,66	55,11	58,22	3,11	6%
Total	301,29	560,44	1032,75	472,31	84%

Source: DNIP

B- Investissements financiers/transferts en capital

Sur un objectif à fin septembre 2017 de 56,78 Mds, il a été réalisé sur base engagement un montant de 67,31 Mds (118,54%), sur base prise en charge comptable 45,09 Mds et 42,63 Mds (75,08%) sur base paiement. Ce paiement concerne les subventions en capital pour 20,61 Mds, les subventions d'équilibre pour 0,12 Md et les prises de participations pour 22,01 Mds.

Les paiements au titre des dépenses d'investissements financiers ont été de 42,63 Mds contre une prévision annuelle de 100,08 Mds (42,59%).

C- Amortissement de la dette

Sur un objectif de 898,95 Mds à fin septembre 2017, les engagements s'élèvent à 248,34 Mds (27,62%), la prise en charge comptable à 861,54 Mds (95,84%) et le paiement se chiffre à 229,19 Mds (25,49%). Ce montant concerne uniquement la dette extérieure.

Sur une prévision annuelle de 1 259, 47 Mds, les dépenses de l'amortissement de la dette ont été exécutées à hauteur de 229,19 Mds (18,20%).

II.2.2- Situation des instances de paiements

Au 30 septembre 2017, les instances de paiement à l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) et à la Paierie Générale du Trésor (PGT) s'élèvent à 447,87 Mds décomposés ainsi qu'il suit par poste comptable :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.....133,24 Mds
- Paierie Générale du Trésor.....314,63 Mds

Il convient de mentionner que les restes à payer sur les biens et services représentent la part la plus importante et se chiffrent à 189,75 Mds (42,37%), suivis des investissements pour 166,40 Mds (37,15%).

Tableau 19 : Etat récapitulatif des instances physiques à la DNTCP au 30 septembre 2017 (en milliers de GNF)

Titre Budgétaire	ACCT	PGT	TOTAL
Intérêts de la dette	0	0	0
Traitements et Salaires	0	5 383 312	5 383 312
Biens et Services	105 789 024	83 962 015	189 751 039
Interventions, Subventions et Transferts Courants	25 557 332	60 732 478	86 289 810
Investissements dépenses en capital	1 898 305	164 498 855	166 397 160
Transferts dépenses en capital	-	51 000	51 000
TOTAL	133244661	314627660	447 872 321

Source: DNTCP

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde budgétaire hors dons à fin septembre 2017 s'est chiffré à 75,20 Mds représentant 0,11% du PIB contre une prévision de -1 449,70 Mds soit -3,05% du PIB.

Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à 1,54% et 2,22% contre des objectifs de 0,70% et de 1,67% du PIB.

IV-CONCLUSION

Comparativement à la situation à fin juin 2017, l'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2017 fait globalement apparaître une mobilisation des recettes, toutes natures confondues, inférieure à l'objectif à fin septembre (89,94 %). Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 9 155,53 Mds (96,76%) et les recettes non fiscales se sont situées à 447,43 Mds (86,81%), en dépit des efforts fournis pour un meilleur encadrement des régies de recettes et des mesures de sécurisation des recettes mises en œuvre depuis le début de l'année 2017.

S'agissant des dépenses publiques, le maintien du gel de certaines lignes budgétaires destinées aux acquisitions et à l'entretien et la faible exécution des dépenses d'investissement ont maintenu le niveau global d'exécution des dépenses à 7 990,32 Mds sur un objectif à fin septembre de 11 834,05 Mds (67,59%).

Le solde budgétaire hors dons se chiffre à 75,20 Mds représentant 0,11% du PIB et le solde de base s'élève à 1017,72 Mds soit 1,54% du PIB.

ANNEXES

Tableau n°11 : Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX

N°	Libellés	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Engagements		Paiements	
					T3	Taux	T3	Taux
1	Intérêts de Dette	1 156 098 932	-	1 156 098 932	402 857 515	35%	401 492 350	35%
2	Traitements et salaires	3 600 451 016	10 491	3 600 461 507	2 504 914 277	70%	2 475 120 948	69%
3	Achats de biens et services	2 916 506 375	- 102 050 744	2 907 576 090	2 038 398 743	70%	1 765 942 070	61%
4	Subventions et Transferts	3 218 171 817	709 730 209	3 218 171 817	1 973 761 514	61%	1 637 847 229	51%
5	Investissements	2 537 134 171	207 791 903	2 537 445 770	1 457 794 204	57%	1 359 576 686	54%
6	Investissements Financiers	100 083 214	21 783 214	100 083 214	67 310 075	67%	42 625 590	43%
7	Amortissement de la Dette	1 259 471 680	- 317 100 000	1 259 471 680	248 343 255	20%	229 188 529	18%
TOTAL		14 787 917 205	520 165 073	14 779 309 010	8 693 379 583	59%	7 911 793 402	54%

Tableau n°12 : Exécution globale de la dépense /phases et par Administration à fin septembre 2017 (en milliers de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modification s	Crédits Actuels	Engagements		Liquidations		Ordonnancement s		Paiements	
				T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux
Présidence de la Rep	367 218 589	11 018 428	367 218 589	351 215 261	96%	240 022 747	65%	240 022 747	65%	284 585 409	77%
Primature	79 362 601	1 815 563	79 362 601	32 869 647	41%	26 643 671	34%	26 643 671	34%	31 090 538	39%
Min.de la Défense	1 817 273 018	252 605 012	1 817 273 018	1 316 193 640	72%	1 119 986 977	62%	1 119 986 977	62%	1 240 027 997	68%
Min.Admin.Terr.Dec	335 442 834	35 183 985	335 442 834	236 518 269	71%	228 979 915	68%	228 979 915	68%	220 080 590	66%
Min.Sécurité.Prot.Ci	298 674 042	-97 768 085	298 674 042	200 633 861	67%	196 680 906	66%	196 680 906	66%	189 245 378	63%
Min.Justice.Gar.Scea	89 848 818	- 4 779 195	89 848 818	62 391 214	69%	58 144 893	65%	58 144 893	65%	58 782 348	65%
Min.Aff.Etran.GEtran	284 986 941	7 965 440	284 986 941	191 356 247	67%	64 998 268	23%	64 998 268	23%	173 514 450	61%
Ministère du Plan	124 236 985	22 761 065	124 236 985	30 139 014	24%	25 567 529	21%	25 567 529	21%	26 947 242	22%
Min.Eco.et Finances	222 265 678	23 301 583	222 265 678	138 291 888	62%	127 437 308	57%	126 587 308	57%	138 078 059	62%
Min. Travail et FP	86 039 708	25 511 721	86 039 708	65 054 704	76%	53 287 719	62%	53 287 719	62%	59 128 541	69%
Min.de l'Agr	360 776 475	108 599 056	361 087 975	272 870 886	76%	169 334 552	47%	169 334 552	47%	256 283 542	71%
Min.Pêche & Aquacul	40 206 307	1 355 616	40 206 307	28 259 493	70%	24 082 842	60%	24 082 842	60%	27 377 605	68%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
				T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux
Min.Géo.Min	58 289 658	4 520 537	58 289 658	56 514 844	97%	49 351 661	85%	49 351 661	85%	50 296 883	86%
Min.EtatTravaux.Pub.	741 053 868	10 687 692	741 053 867	520 134 474	70%	415 565 132	56%	415 565 132	56%	513 626 049	69%
Min.Urb.Habit. Const	96 757 090	21 239 124	96 757 090	28 317 546	29%	26 695 214	28%	26 695 214	28%	24 208 980	25%
Mn.Comm	47 485 429	- 1 280 924	47 485 429	29 662 912	62%	28 231 935	59%	28 231 935	59%	28 787 246	61%
Min. Hotel. Tourisme	16 851 672	- 2 755 797	16 851 672	9 363 052	56%	8 857 002	53%	8 857 002	53%	8 576 097	51%
Min.Santé.Hy.Publiq	761 937 358	- 49 491 077	761 937 358	448 778 833	59%	371 402 576	49%	371 402 576	49%	374 688 731	49%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	53 539 192	- 203 148	53 539 192	33 846 496	63%	23 515 424	44%	23 515 424	44%	30 522 243	57%
Min. Ens.pré.univ	1 288 811 951	-34 249 075	1 288 811 950	844 153 518	65%	821 386 768	64%	821 386 768	64%	827 497 200	64%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	191 946 088	14 660 485	191 946 088	91 777 215	48%	60 046 080	31%	60 046 080	31%	75 623 238	39%
Minist. Information	32 632 180	-1 614 223	32 632 180	19 094 398	59%	18 423 454	56%	18 423 454	56%	18 206 673	56%
Min. Jeun.Emploi Jeu	35 071 063	- 2 731 090	35 071 063	28 091 622	80%	27 304 119	78%	27 304 119	78%	25 345 529	72%
Assemblée.Nationale	146 491 260	2 906 322	146 491 260	125 702 234	86%	125 702 234	86%	125 702 234	86%	125 702 234	86%
Cour Suprême	19 232 349	- 520 270	19 232 349	13 429 930	70%	13 429 930	70%	13 429 930	70%	13 429 930	70%
Haute Autorité. Comm	13 514 177	744 515	13 514 177	10 942 664	81%	10 942 664	81%	10 942 664	81%	10 942 664	81%
Conseil Eco. Social	18 890 357	347 475	18 890 357	12 707 585	67%	12 707 585	67%	12 707 585	67%	12 707 585	67%
Secr. Gal Gouv	9 996 329	-814 362	9 996 329	2 804 748	28%	2 642 961	26%	2 642 961	26%	2 092 965	21%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modification s	Crédits Actuels	Engagements		Liquidations		Ordonnancement s		Paielements	
				T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux
Sec. Affair.Relig.	55 972 488	1 251 046	55 972 488	49 541 112	89%	49 361 291	88%	49 361 291	88%	49 141 698	88%
Min.Envirion.Eaux.For	80 344 415	- 19 035 404	80 344 415	51 060 134	64%	46 259 591	58%	46 204 688	58%	50 381 787	63%
Ministère Transports	51 135 287	- 1 145 928	51 135 287	36 198 549	71%	35 586 096	70%	35 586 096	70%	32 860 744	64%
Grande Chancel.	8 388 196	90 419	8 388 196	6 265 188	75%	6 265 188	75%	6 265 188	75%	5 487 357	65%
Min. Ens.Sup.Rec.	779 212 306	- 133 371 275	779 212 306	491 863 521	63%	483 660 747	62%	483 660 747	62%	404 920 825	52%
Grands Projets	21 780 541	5 966 341	21 780 641	11 777 299	54%	11 777 299	54%	11 777 299	54%	11 777 299	54%
Min.Etat Energie Env	1 615 226 148	700 965 786	1 615 626 148	951 609 049	59%	790 048 673	49%	539 352 627	33%	929 613 976	58%
Min. Tél. Econ.Num	37 497 428	2 216 272	37 497 428	42 791 647	114%	37 151 917	99%	37 151 917	99%	36 600 820	98%
Ministère Elevage	24 508 150	3 584 144	24 518 641	11 530 388	47%	7 514 804	31%	7 514 804	31%	10 927 768	45%
Min.Industrie et PME	7 929 064	-	7 929 064	6 389 286	81%	6 389 286	81%	6 389 286	81%	5 085 466	64%
Min.Cultu.Arts.Patri	168 885 407	21 633 330	168 885 407	141 240 622	84%	120 231 834	71%	120 231 834	71%	126 202 224	75%
Sec Etat Anti drogue	5 890 553	-	5 890 553	4 064 143	69%	4 017 627	68%	4 017 627	68%	4 041 601	69%
Ensembles des Gouvern	6 943 200	-	6 943 200	6 943 200	7	6 943 200	7	6 943 200	7	6 780 834	7
Min.du Budget	139 268 362	6 961 734	139 268 362	64 781 624	47%	42 190 458	30%	41 940 458	30%	58 241 472	42%
Médiateur.Répub	15 290 449	1 516 014	15 290 449	11 100 400	73%	11 100 400	73%	11 100 400	73%	11 100 400	73%
CENI	115 000 000	100 000 000	115 000 000	46 471 507	40%	46 471 507	40%	46 471 507	40%	46 471 507	40%
Cours.Const	21 553 056	4 146 475	21 553 056	17 251 013	80%	17 251 013	80%	17 251 013	80%	17 251 013	80%
Cour des Comptes	22 509 671	- 2 713 426	22 509 671	15 691 717	70%	15 691 717	70%	15 691 717	70%	15 691 717	70%
Haute Cour de Justic	2 000 000	-	2 000 000	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Haut Conseil Collect	2 723 097	-	2 723 097	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	2 736 727	- 56 268	2 736 727	2 042 323	75%	2 042 323	75%	2 042 323	75%	2 042 323	75%
Min.UniteNat.Citoy	12 511 002	2 500 000	12 511 002	6 127 696	49%	5 201 577	42%	5 201 577	42%	5 086 914	41%
Dépenses Communes	3 951 379 645	- 523 360 557	3 942 449 359	1 517 522 966	38%	1 189 641 616	30%	1 112 760 657	28%	1 234 689 713	31%
TOTAL	14 787 517 209	520 165 076	14 779 309 012	8 693 379 579	59%	7 286 170 230	49%	6 957 438 322	47%	7 911 793 404	54%

Tableau n°13 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures à fin juin (base ordonnancement)																	
Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution
Présidence de la Rep	356 200 160 886	-	356 200 160 886	0	0,00%	19 329 641 643	5%	118 290 496 991	33,21 %	9 324 235 660	2,62%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Primature	77 547 037 361	2 500 000 000	80 047 037 361	0	0,00%	1 326 604 706	2%	14 208 340 600	17,75 %	1 500 000 000	1,87%	300 000 000	0,37%	0	0,00%	0	0,00%
Min.de la Défense	1 564 668 006 054	-	1 564 668 006 054	0	0,00%	223 362 511 086	14%	341 849 463 204	21,85 %	109 845 101 466	7,02%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Admin.Terr.De c	300 258 849 000	-	300 258 849 000	0	0,00%	20 646 774 043	7%	2 915 110 947	0,97%	32 278 665 750	10,75 %	96 931 899 840	32,28 %	0	0,00%	0	0,00%
Min.Sécurité.Prot.Ci	396 442 127 000	-	396 442 127 000	0	0,00%	103 380 877 336	26%	13 435 309 934	3,39%	2 074 278 500	0,52%	8 482 197 389	2,14%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Justice.Gar.Sc ea	94 628 013 000	3 778 826 000	98 406 839 000	0	0,00%	23 531 596 339	24%	12 778 479 554	12,99 %	0	0,00%	6 109 559 969	6,21%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Aff.Et ran.GEtra n	277 021 501 132	3 628 624 952	280 650 126 084	0	0,00%	9 200 188 507	3%	2 474 880 000	0,88%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Ministère du Plan	101 475 919 619	-	101 475 919 619	0	0,00%	11 655 608 029	11%	3 332 154 017	3,28%	2 650 250 000	2,61%	944 000 000	0,93%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Eco. et Finances	198 964 095 105	-	198 964 095 105	0	0,00%	65 420 853 247	33%	4 936 584 623	2,48%	1 029 232 500	0,52%	15 000 000 000	7,54%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Travail et FP	60 527 987 151	21 013 766 150	81 541 753 301	0	0,00%	11 665 379 730	14%	9 877 138 380	12,11 %	9 381 408 500	11,51 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.de l'Agr	252 488 919 366	7 000 000 000	259 488 919 366	0	0,00%	68 614 923 716	26%	1 276 946 800	0,49%	2 300 484 000	0,89%	37 262 296 884	14,36 %	0	0,00%	0	0,00%
Min.Pêche & Aquacul	38 850 690 849	-	38 850 690 849	0	0,00%	13 349 954 208	34%	273 903 844	0,71%	819 045 250	2,11%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%

Min.Géo. Min	53 769 121 535	2 839 104 000	56 608 225 535	0	0,00%	16 090 992 315	28%	2 633 621 600	4,65%	867 503 500	1,53%	154 354 730	0,27%	0	0,00%	0	0,00%
Min.EtatTr avaux.Pu b.	730 366 174 907	104 342 519 629	834 708 694 536	0	0,00%	8 056 814 310	1%	1 218 400 000	0,15%	0	0,00%	349 819 283 372	41,91 %	0	0,00%	0	0,00%
Min.Urb.H abit. Const	75 517 966 800	-	75 517 966 800	0	0,00%	13 095 972 331	17%	607 174 000	0,80%	0	0,00%	2 307 256 612	3,06%	0	0,00%	0	0,00%
Mn.Com m	48 766 352 962	-	48 766 352 962	0	0,00%	18 902 757 402	39%	1 719 884 000	3,53%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution
Min. Hotel. Tourisme				0	0,00%	4 384 048 323	22%	827 799 990	4,22%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Santé.Hy.Publique				0	0,00%	92 298 173 983	11%	63 266 130 541	7,80%	0	0,00%	45 070 603 295	5,55%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Aff.Soc,P.F.&E.	53 742 339 749	-	53 742 339 749	0	0,00%	7 519 856 282	14%	1 400 000 000	2,61%	2 252 113 500	4,19%	5 248 974 083	9,77%	0	0,00%	0	0,00%
Min. Ens.pré.univ	1 323 061 024 930	-	1 323 061 024 930	0	0,00%	491 996 109 258	37%	43 793 978 539	3,31%	443 965 000	0,03%	18 779 738 720	1,42%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Emp. Ens.Tech &FP	177 285 603 062	-	177 285 603 062	0	0,00%	22 633 060 402	13%	7 302 799 389	4,12%	9 618 900 000	5,43%	1 501 777 950	0,85%	0	0,00%	0	0,00%
Minist. Informati on	34 246 403 051	-	34 246 403 051	0	0,00%	9 476 058 509	28%	1 574 000 000	4,60%	75 000 000	0,22%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min. Jeun.Emploi Jeu	37 802 152 486	700 500 000	38 502 652 486	0	0,00%	7 394 036 056	19%	2 242 771 892	5,82%	1 616 828 000	4,20%	8 347 602 119	21,68 %	0	0,00%	0	0,00%
Assemblée.Nationale	143 584 937 434	-	143 584 937 434	0	0,00%	45 892 012 120	32%	0	0,00%	44 883 333 333	31,26 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Cour Suprême	19 752 618 788	-	19 752 618 788	0	0,00%	3 074 803 519	16%	0	0,00%	5 499 999 758	27,84 %	582 775 851	2,95%	0	0,00%	0	0,00%

Haute Autorité. Comm	12 769 662 126	-	12 769 662 126	0	0,00%	810 240 190	6%	4 156 336 114	32,55 %	3 500 000 000	27,41 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Conseil Eco. Social	18 542 881 887	-	18 542 881 887	0	0,00%	3 398 127 975	18%	0	0,00%	3 760 000 000	20,28 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Secr. Gal Gouv	10 810 690 885	-	10 810 690 885	0	0,00%	1 034 177 274	10%	382 345 025	3,54%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Sec. Affair.Reli g.	54 721 441 915	-	54 721 441 915	0	0,00%	2 328 161 364	4%	255 185 000	0,47%	8 092 362 150	14,79 %	14 446 160 360	26,40 %	0	0,00%	0	0,00%
Min.Envir on.Eaux.F or	99 379 818 951	-	99 379 818 951	0	0,00%	24 563 354 019	25%	2 552 822 619	2,57%	262 500 000	0,26%	5 827 999 535	5,86%	0	0,00%	0	0,00%
Ministère Transpor ts	52 281 214 360	-	52 281 214 360	0	0,00%	15 027 377 940	29%	3 020 086 000	5,78%	5 450 000 000	10,42 %	840 472 252	1,61%	0	0,00%	0	0,00%

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution
Grande Chancel.	8 297 776 774	-	8 297 776 774	0	0,00%	256 415 314	3%	0	0,00%	3 921 210 000	47,26 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min. Ens.Sup.R ec.	912 583 581 421	-	912 583 581 421	0	0,00%	54 891 519 796	6%	1 432 928 085	0,16%	281 650 499 500	30,86 %	23 000 000 000	2,52%	22 673 553 000	2,48%	0	0,00%
Grands Projets	15 814 300 685	-	15 814 300 685	0	0,00%	291 847 464	2%	0	0,00%	7 559 685 000	47,80 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Etat Energie Env	914 660 362 293	-	914 660 362 293	0	0,00%	7 131 292 184	1%	433 891 815	0,05%	494 411 032 331	54,05 %	20 200 290 740	2,21%	0	0,00%	0	0,00%
Min. Tél. Econ.Nu m	35 281 156 798	-	35 281 156 798	0	0,00%	8 510 655 386	24%	1 450 472 472	4,11%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Ministère Elevage	20 934 497 132	3 301 795 000	24 236 292 132	0	0,00%	4 070 856 334	17%	614 659 850	2,54%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%

Min.Indus trie et PME	7 929 064 207	-	7 929 064 207	0	0,00%	0	0%	1 399 272 184	17,65 %	175 000 000	2,21%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Cultu .Arts.Patri	147 252 077 111	718 465 476	147 970 542 587	0	0,00%	21 523 754 234	15%	57 457 176 342	38,83 %	2 140 157 042	1,45%	5 508 707 199	3,72%	0	0,00%	0	0,00%
Sec Etat Anti drogue	5 890 553 259	-	5 890 553 259	0	0,00%	0	0%	3 215 027 109	54,58 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Région de Boké	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 946	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Région Faranah	841 599 991	-	841 599 991	0	0,00%	0	0%	405 570 355	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Région Kankan	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 946	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Région Kindia	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 945	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Région Labé	1 051 999 992	-	1 051 999 992	0	0,00%	0	0%	506 962 946	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Région Mamou	631 199 992	-	631 199 992	0	0,00%	0	0%	304 177 768	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution	jan-juin	Taux d'exécution
Région N'Zérékoré	1 262 399 991	-	1 262 399 991	0	0,00%	0	0%	608 355 534	48,19 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.du Budget	132 306 627 756	- 385 254 249	131 921 373 507	0	0,00%	13 486 218 454	10%	7 180 584 393	5,44%	0	0,00%	3 296 151 948	2,50%	0	0,00%	0	0,00%
Médiateur.Répub	13 774 435 120	-	13 774 435 120	0	0,00%	4 957 500 000	36%	0	0,00%	3 290 800 000	23,89 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
CENI	15 000 000 000	-	15 000 000 000	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	7 500 000 000	50,00 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Cours.Constitution	17 406 580 265	1 000 000 000	18 406 580 265	0	0,00%	2 320 000 300	13%	0	0,00%	13 779 012 939	74,86 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Cour des Comptes	25 223 097 003	-	25 223 097 003	0	0,00%	3 636 463 650	14%	0	0,00%	6 861 548 500	27,20 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%

Haute Cour de Justic	2 000 000 003	-	2 000 000 003	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Haut Conseil Collect	2 723 097 003	-	2 723 097 003	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Inst.Nat.In d.Droit.H	2 792 995 503	-	2 792 995 503	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	1 361 548 500	48,75 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.Unite Nat.Citoy	10 011 002 000	-	10 011 002 000	0	0,00%	0	0%	4 133 077 000	41,29 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétai res yc FINEX	4 465 809 915 880	- 43 688 495 289	4 422 121 420 591	0	0,00%	0	0%	21 726 498 727	0,49%	342 979 711 794	7,76%	0	0,00%	1 512 250 000	0,03%	0	0,00%
TOTAL	14 259 143 936 853	106 749 851 669	14 365 893 788 522	0	0	1 480 537 569 278	7	764 991 687 020	7	1 423 155 412 473	6	669 962 102 848	2	24 185 803 000	0	0	0

Tableau n°14 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin septembre 2017																				
Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements dépenses en Capital du FINEX		Total BND et FINEX	Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
Présidence de la Rep	367 218 589	11 018 428	378 237 017	-	0%	31 342 509	8%	188 950 913	50%	19 729 324	5%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Primature	79 362 601	1 815 563	81 178 164	-	0%	1 990 306	2%	21 053 364	26%	3 000 000	4%	600 000	1%	-		600 000	-	0%	-	0%
Min.de la Défense	1 817 273 018	252 605 012	2 069 878 030	-	0%	396 728 457	19%	557 271 249	27%	165 987 270	8%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min.Admin.Terr.Dec	376 247 634	35 183 985	411 431 619	-	0%	31 160 163	8%	4 702 670	1%	53 057 332	13%	140 059 750	34%	58 220 400		198 280 150	-	0%	-	0%
Min.Sécurité.Prot.Ci	298 674 042	- 97 768 085	200 905 957	-	0%	154 959 690	77%	29 664 741	15%	3 574 279	2%	8 482 197	4%	-		8 482 197	-	0%	-	0%
Min.Justice.Gar.Scea	93 109 718	- 4 779 195	88 330 523	-	0%	35 279 803	40%	16 106 942	18%	-	0%	6 758 148	8%	-		6 758 148	-	0%	-	0%
Min.Aff.Etran.GEtran	284 986 941	7 965 440	292 952 381	-	0%	26 909 341	9%	34 553 018	12%	3 535 910	1%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%

Ministère du Plan	128 277 985	22 761 065	151 039 050	-	0%	17 513 762	12%	3 639 417	2%	2 972 250	2%	1 442 100	1%	26 221 200		27 663 300	-	0%	-	0%
Min.Eco.et Finances	440 484 378	23 301 583	463 785 961	-	0%	98 466 521	21%	11 914 439	3%	1 206 349	0%	15 000 000	3%	95 682 400		110 682 400	-	0%	-	0%
Min. Travail et FP	86 039 708	25 511 721	111 551 429	-	0%	22 623 458	20%	17 464 737	16%	13 199 524	12%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min.de l'Agr	489 829 475	108 599 056	598 428 531	-	0%	102 742 907	17%	1 713 455	0%	2 500 964	0%	62 377 226	10%	201 754 900		264 132 126	-	0%	-	0%
Min.Pêche & Aquacul	102 236 107	1 355 616	103 591 723	-	0%	20 064 635	19%	1 374 491	1%	2 643 716	3%	-	0%	9 008 200		9 008 200	-	0%	-	0%
Min.Géo.Min	65 330 958	4 520 537	69 851 495	-	0%	24 005 705	34%	23 239 847	33%	1 301 255	2%	804 855	1%	18 575 200		19 380 055	-	0%	-	0%
Min.EtatTravaux.Pub.	1 137 522 168	10 687 692	1 148 209 860	-	0%	12 114 576	1%	1 280 392	0%	-	0%	402 170 164	35%	51 318 000		453 488 164	-	0%	-	0%
Min.Urb.Habit. Const	124 863 090	21 239 124	146 102 214	-	0%	19 637 871	13%	1 928 420	1%	158 971	0%	4 969 952	3%	99 600		5 069 552	-	0%	-	0%
Mn.Comm	50 803 729	-1 280 924	49 522 805	-	0%	25 636 386	52%	2 595 550	5%	-	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min. Hotel. Tourisme	16 851 672	- 2 755 797	14 095 875	-	0%	6 560 263	47%	1 117 507	8%	1 179 233	8%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min.Santé.Hy.Publiq	1 141 782 758	- 49 491 077	1 092 291 681	-	0%	144 606 035	13%	147 534 039	14%	-	0%	79 262 501	7%	109 004 200		188 266 701	-	0%	-	0%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	117 370 692	- 203 148	117 167 544	-	0%	11 370 293	10%	2 574 184	2%	3 365 670	3%	6 205 276	5%	1 624 900		7 830 176	-	0%	-	0%
Min. Ens.pré.univ	1 418 958 851	-34 249 075	1 384 709 776	-	0%	727 862 743	53%	71 975 847	5%	443 965	0%	21 104 213	2%	109 292 800		130 397 013	-	0%	-	0%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	225 196 088	14 660 485	239 856 573	-	0%	36 439 867	15%	12 408 710	5%	9 695 725	4%	1 501 778	1%	23 417 460		24 919 238	-	0%	-	0%
Minist. Information	32 632 180	-1 614 223	31 017 957	-	0%	14 194 817	46%	4 078 638	13%	150 000	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min. Jeun.Emploi Jeu	60 768 063	- 2 731 090	58 036 973	-	0%	11 129 378	19%	4 126 772	7%	2 700 367	5%	9 347 602	16%	15 935 500		25 283 102	-	0%	-	0%
Assemblée.Nationale	146 491 260	2 906 322	149 397 582	-	0%	60 760 567	41%	-	0%	64 941 666	43%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Cour Suprême	19 232 349	- 520 270	18 712 079	-	0%	4 597 155	25%	-	0%	8 250 000	44%	582 776	3%	-		582 776	-	0%	-	0%
Haute Autorité. Comm	13 514 177	744 515	14 258 692	-	0%	1 208 160	8%	6 234 504	44%	3 500 000	25%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modificatio ns	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements dépenses en Capital du FINEX		Total BND et FINEX	Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
													0%	-		-	-	0%	-	0%
Secr. Gal Gouv	9 996 329	- 814 362	9 181 967	-	0%	1 548 832	17%	1 094 128	12%	-	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Sec. Affair.Relig.	55 972 488	1 251 046	57 223 534	-	0%	3 496 527	6%	857 423	1%	29 089 213	51%	15 918 127	28%	-		15 918 127	-	0%	-	0%
Min.Environ.Eaux.For	110 223 015	-19 035 404	91 187 611	-	0%	36 793 297	40%	3 320 891	4%	262 500	0%	5 828 000	6%	-		5 828 000	-	0%	-	0%
Ministère Transports	51 135 287	- 1 145 928	49 989 359	-	0%	22 711 330	45%	3 246 489	6%	6 900 000	14%	2 728 278	5%	-		2 728 278	-	0%	-	0%
Grande Chancel.	8 388 196	90 419	8 478 615	-	0%	383 973	5%	-	0%	5 881 215	69%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min. Ens.Sup.Rec.	779 212 306	-133 371 275	645 841 031	-	0%	79 957 128	12%	2 358 399	0%	332 243 283	51%	24 200 000	4%	-		24 200 000	44 901 937	7%	-	0%
Grands Projets	21 780 541	5 966 341	27 746 882	-	0%	437 771	2%	-	0%	11 339 528	41%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%

Min.Etat Energie Env	2 126 382 548	700 965 786	2 827 348 334	-	0%	10 628 496	0%	813 577	0%	495 161 032	18%	32 749 522	1%	230 596 700		263 346 222	-	0%	-	0%
Min. Tél. Econ.Num	37 497 428	2 216 272	39 713 700	-	0%	12 664 573	32%	2 810 755	7%	-	0%	21 676 589	55%	-		21 676 589	-	0%	-	0%
Ministère Elevage	24 508 150	3 584 144	28 092 294	-	0%	6 150 588	22%	1 264 216	5%	100 000	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min.Industrie et PME	12 181 064	-	12 181 064	-	0%	2 781 452	23%	2 107 981	17%	350 000	3%	1 149 853	9%	82 130 700		83 280 553	-	0%	-	0%
Min.Cultu.Arts.Patri	168 885 407	21 633 330	190 518 737	-	0%	25 324 385	13%	86 666 919	45%	2 140 157	1%	6 100 373	3%	-		6 100 373	-	0%	-	0%
Sec Etat Anti drogue	5 890 553	-	5 890 553	-	0%	-	0%	4 017 627	68%	-	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Ensemble des Gouvernorats	6 943 200	-	6 943 200	-	0%	-	0%	6 943 200	100%	-	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min.du Budget	139 268 362	6 961 734	146 230 096	-	0%	20 943 913	14%	17 500 394	12%	200 000	0%	3 296 152	2%	-		3 296 152	-	0%	-	0%
Médiateur.Répub	15 290 449	1 516 014	16 806 463	-	0%	7 455 000	44%	-	0%	3 645 400	22%	-	0%			-	-	0%	-	0%
CENI	115 000 000	100 000 000	215 000 000	-	0%	-	0%	35 221 507	16%	11 250 000	5%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Cours.Const	21 553 056	4 146 475	25 699 531	-	0%	3 472 000	14%	-	0%	13 779 013	54%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Cour des Comptes	22 509 671	- 2 713 426	19 796 245	-	0%	5 399 394	27%	-	0%	10 292 323	52%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Haute Cour de Justic	2 000 000	-	2 000 000	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Haut Conseil Collect	2 723 097	-	2 723 097	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%			-	-	0%	-	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	2 736 727	- 56 268	2 680 459	-	0%	-	0%	-	0%	2 042 323	76%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Min.UniteNat.Citoy	12 511 002	2 500 000	15 011 002	-	0%	-	0%	5 201 577	35%	-	0%	-	0%	-		-	-	0%	-	0%
Dépenses Communes	3 951 379 645	- 523 360 557	3 428 019 088	333 858 047	8%	-	0%	47 172 715	1%	532 032 310	16%	-	0%	-		-	1 634 650	0%	198 062 935	6%
	16 857 917 109	520 165 072	17 378 082 181	333 858 047		2 287 121 613	####	1 388 101 642	8%	1 829 442 064	####	874 315 432	5%	1 032 882 160		1 907 197 592	46 536 587	###	198 062 935	###

Tableau n°15: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) à fin septembre 2017

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	12	54 768 999 895	26 718 540 144	9	49%
Primature	1	6 000 000 000	3 000 000 000	1	50%
Ministère de la Défense Nationale	3	222 690 203 000	185 031 886 882	2	83%
Ministère Administration du Territ. et de La Décentralisation	3	31 500 000 000	27 875 000 000	3	88%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	3	4 165 486 000	3 574 278 500	3	86%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	1	120 930 000	-	-	0%
Ministère des Aff. Etrangères et Guinéens Etrangers	2	44 638 302 040	43 721 475 474	2	98%
Ministère du Plan	3	13 816 205 000	2 972 250 000	3	22%
Ministère de l'Economie et des Finances	2	1 608 465 000	1 206 348 750	2	75%
Ministère Travail et Fonction Publique	6	17 247 461 000	13 199 523 750	6	77%

Ministère de l'Agriculture	4 000	5 001 936	2 500 964	4	50%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	4 970	4 281 806	2 643 716	4	62%
Ministère Mines, Géologie	2 140	1 974 997	1 301 255	1	66%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	2 000	50 635 886	158 971	1	0%
Ministère du Commerce	1	-	-	-	0%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1 000	1 572 310	1 179 232	1	75%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	65 000	80 431 109	-	-	0%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	16 000	6 382 008	3 365 670	5	53%
Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	1 000	887 930	443 965	1	50%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	6 000	10 783 740	9 695 725	3	90%
Ministère de l'Information	2 000	204 232	150 000	1	73%

Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	4	000	3 233 656	2 700 367	4	84%
Assemblée Nationale	1	780	78 999 999	64 941 666	1	82%
Cour Suprême de l'Etat	1	516	10 999 999	8 249 999	1	75%
Haute Autorité de la Communication	1	000	3 500 000	3 500 000	1	100%
Conseil Economique et Social	1	731	10 999 999	5 640 000	1	51%
Secrétariat Général du Gouvernement	1	340	248 534	-	-	0%
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	8	000	32 741 769	29 089 213	8	89%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	6	000	4 550 000	262 500	4	6%
Ministère des Transports	4	000	8 800 000	6 900 000	4	78%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	2	000	7 842 420	5 881 215	2	75%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	159	491	564 964 151	377 145 219	153	67%
Administration et Contrôle des Grands Projets	1	527	15 119 369	11 339 527	1	75%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	3	663	1 161 499 999	572 886 082	2	49%

Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	000 3 250 000	-	-	0%
Ministère de l'Elevage	2	000 900 000	000 100 000	1	11%
Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ministère industries et des PME	1	000 350 000	000 350 000	1	100%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	13	994 5 569 503	042 2 140 157	13	38%
Ministère du Budget	1	000 400 000	000 200 000	1	50%
Médiateur de la République	1	000 4 000 000	000 3 645 400	1	91%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	000 15 000 000	000 11 250 000	1	75%
Cours Constitutionnelle	1	718 14 887 794	939 13 779 012	1	93%
Cour des Comptes	1	003 13 723 097	750 10 292 322	1	75%
Haute Cour de Justice	1	003 2 000 000	-	-	0%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	003 2 723 097	-	-	0%

Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	003	2 723 097	2 042 322	1	75%
Dépenses communes	18	936	739 401 871	554 440 447	9	75%

Tbleaun°16: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités locales)

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre	
	Nombres bénéf	Montant	Allocation	
			Montant	Taux
Ens Région Conakry	1	125 000 000	62 500 000	50%
Kaloum	1	350 000 000	175 000 000	50%
Dixinn	1	350 000 000	175 000 000	50%
Matam	1	350 000 000	175 000 000	50%
Ratoma	1	350 000 000	175 000 000	50%
Matoto	1	350 000 000	175 000 000	50%
Gouvernorat Cky	1	2 764 663 000	1 382 331 500	50%
Boké	9	1 300 000 000	650 000 000	50%
Boffa	8	1 125 000 000	562 500 000	50%
Fria	4	625 000 000	312 500 000	50%
Gaoual	8	1 125 000 000	562 500 000	50%
Koundara	7	1 000 000 000	500 000 000	50%
Faranah	12	1 675 000 000	837 500 000	50%
Dabola	9	1 250 000 000	625 000 000	50%
Dinguiraye	8	1 125 000 000	562 500 000	50%
Kissidougou	13	1 750 000 000	875 000 000	50%
Kankan	13	1 800 000 000	900 000 000	50%
Kérouané	8	1 125 000 000	562 500 000	50%

Kouroussa	12	1 625 000 000	812 500 000	50%
Mandiana	12	1 625 000 000	812 500 000	50%
Siguiri	13	1 750 000 000	875 000 000	50%
Kindia	10	1 425 000 000	712 500 000	50%
Coyah	4	625 000 000	312 500 000	50%
Dubréka	7	1 000 000 000	500 000 000	50%
Forécariah	10	1 375 000 000	687 500 000	50%
Télimélé	14	1 875 000 000	937 500 000	50%
Labé	13	1 800 000 000	900 000 000	50%
Koubia	6	875 000 000	437 500 000	50%
Lélouma	11	1 500 000 000	750 000 000	50%
Mali	13	1 750 000 000	875 000 000	50%
Tougué	10	1 375 000 000	687 500 000	50%
Mamou	14	1 925 000 000	962 500 000	50%
Dalaba	10	1 375 000 000	687 500 000	50%
Pita	12	1 625 000 000	812 500 000	50%
N'Zérékoré	11	1 550 000 000	775 000 000	50%
Beyla	14	1 875 000 000	937 500 000	50%
Guéckédou	10	1 375 000 000	687 500 000	50%
Lola	9	1 250 000 000	625 000 000	50%
Macenta	15	2 000 000 000	1 000 000 000	50%
Yomou	7	1 000 000 000	500 000 000	50%

Tableau 17: Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES à fin septembre 2017 (en millions de GNF)

Piliers	LFR 2017 (1)	Engagements jan-sept (2)	Paiements jan-sept (3)	Taux d'exécution (4=2/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 330 062 853	4 568 925 494	3 655 573 016	80,01%
Transformation économique durable et inclusive	3 081 364 904	1 984 279 073	1 339 256 067	67,49%
Développement inclusif du capital humain	3 279 403 365	2 079 751 828	1 907 547 548	91,72%
Gestion durable du capital naturel	97 196 087	60 423 186	55 061 690	91,13%
Total	14 788 027 209	8 693 379 582	6 957 438 321	80,03%

Tableau 18 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat (en Mds de GNF)

Rubriques	sept-17	sept-17	sept-17	sept-17
	Prév.	Réal.	Ecart	%Réal
	Cum Sep 2017	Réal Cum BPC	Cumul	
Recettes et dons	10 941,44	10 603,67	-337,77	96,91%
Recettes totales	9 660,61	9 707,02	46,41	100,48%
Recettes fiscales	9 079,04	9 062,38	-16,66	99,82%
Recettes non fiscales	581,57	644,64	63,07	110,84%
Dons	1 203,73	896,65	-307,07	74,49%
Dépenses totales	11 209,99	9 989,39	-1 220,60	89,11%
Dépenses courantes	7 449,40	7 102,57	-346,83	95,34%
Traitements & salaires	2 405,11	2 491,05	85,94	103,57%
Autres biens & services	2 285,52	2 147,62	-137,89	93,97%
Subventions & transferts	1 943,92	1 850,60	-93,32	95,20%
Intérêts de la dette	814,85	613,30	-201,55	75,26%
Intérêts dette extérieure	268,79	156,71	-112,08	58,30%
Intérêts dette intérieure	546,06	456,58	-89,47	83,61%
Dépenses en capital	3 701,41	2 451,19	-1 250,22	66,22%
financement externe FINEX	1 893,46	775,12	-1 118,34	40,94%
fin. interne Investissement hors BAS	1 779,14	1 653,40	-125,74	92,93%
fin. interne Subvention en capital	28,81	22,67	-6,14	78,69%
Solde base prise en charge cptable (PEC)				
Dons et BAS compris	-268,55	940,14	1 208,70	-350,08%
Dons exclus	-1 449,7	75,2	1 524,9	-5,19%
Solde b.PEC. h.dons en % PIB	-3,05%	0,11%	3,16%	-3,72%
Arriérés de paiement	-111,53	-2,73	108,80	2,45%
Intérieurs	0,00	0,00	0,00	
Extérieurs	-111,53	-2,73	108,80	2,45%
Dépenses en cours	-507,39	-546,36	-38,98	107,68%

Autres ajustements base caisse	-24,85	-73,34	-48,49	295,12%
Solde base caisse après ajustement	-912,32	317,71	1 230,04	-34,82%
financements identifiés	372,04	-317,71	-689,75	-85,40%
financement extérieur net	444,84	-27,42	-472,26	-6,16%
financement intérieur net	-72,79	-290,29	-217,50	398,79%
Gap (-)	-540,28	0,00	540,28	0,00%
Solde de base	652,67	1 017,72	365,06	155,93%
Solde de base en % PIB	0,70%	1,54%	0,84%	219,60%
Solde de base hors Ebola & recettes exceptionnelles (rio tinto)	652,67	1 017,72	365,06	155,93%
Solde de base en % PIB hors recettes exceptionnelles (rio tinto)	0,70%	1,54%	0,84%	219,60%
Solde primaire	1 198,72	1 474,31	275,58	122,99%
Solde primaire % PIB	1,67%	2,22%	0,55%	133,07%
PIB (milliards fc) Cadrage macro	66 265,8	66 265,8	0,0	100,00%
Solde primaire hors Interet & fdNEX	383,87	861,01	477,14	224,30%
Solde primaire hors intérêts et en % PIB	0,2%	1,3%	1,1%	603,32%